

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Géopolitique et stratégie

N° 451 du 18.04

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

Je ne vois pas où est le racisme...

Arafat empoisonné ?

Leila Mazboudi : Le médecin d'Arafat Ashraf Kurdi : demandez à Abbas pourquoi il a interdit l'autopsie.

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

1-1 -**Bernard Ravenel** : Après Gaza, quelle nouvelle donne pour le projet national palestinien ?

1-2 Ben Khabou: Israël - Palestine : les raisons du flou stratégique des Etats-Unis face à l'enlisement du conflit.

1-3 Khaled Amayreh : Que le monde entier voit le vrai, l'affreux visage d'Israël.

1-4 Michel Chossudovsky : Gisements gaziers: la clé de Gaza ?

1-5 Israël bouleverse les données démographiques des Territoires Occupés.

1-6 Pascal Boniface : La guerre de Gaza et l'image d'Israël.

1-7 John Mearsheimer et Stephen Walt : Le lobby pro-israélien et la politique étrangère US.

1-8 Les langues continuent à se délier sur l'influence du lobby sioniste aux Etats-Unis.

2 Courrier des lecteurs & **trouvé sur le net** & témoignage

2-1 Adrie Nieuwhof : De plus en plus de multinationales désinvestissent des colonies israéliennes.

3 Annexe

Spécial Avigdor Lieberman

3-1 Maude Girard : Tel le sphinx qui renaît de ses cendres, Lieberman est le nouveau ministre des Affaires étrangères.

10-2 Avigdor Lieberman affirme qu'Israël n'est pas lié par Annapolis...

10-3 Lieberman est «une menace stratégique pour Israël».

3-1 Ahmed Louffi : Israël a tout fait pour liquider les intellectuels palestiniens.

Tiré a part

Je ne vois pas où est le racisme...

Le discours du président iranien Mahmoud Ahmadinejad, au début de la conférence de l'Onu sur le racisme lundi à Genève, a provoqué l'indignation des Etats de l'Union européenne qui ont quitté la réunion.

Dans son allocution, attendue - et redoutée par certains - comme l'un des moments forts de ce sommet, Ahmadinejad a dénoncé la création d'un "gouvernement raciste" au Proche-Orient en faisant clairement référence à Israël, sans toutefois citer ouvertement le nom de l'Etat hébreu.

Le chef de l'Etat iranien, qui par le passé avait souhaité qu'Israël soit "rayé de la carte", a affirmé que "la souffrance des Juifs" avait servi, après la Seconde Guerre mondiale, de prétexte "à des agressions militaires qui ont créé une nation de sans-abri".

"Les Etats-Unis et d'autres régions du monde ont envoyé des immigrants venant d'Europe pour établir un gouvernement totalement raciste dans la Palestine occupée", a-t-il poursuivi. "Cela s'est fait en compensation des affreuses conséquences du racisme en Europe."

Malgré le départ des délégués de huit pays occidentaux, d'autres délégations ont écouté le discours dans son intégralité et l'ont applaudi.

Américains et Israéliens faisaient valoir que la conférence de Genève, baptisée Durban II, risquait de se transformer en un prétoire visant à faire le procès de l'Etat hébreu comme cela avait été le cas en 2001 en Afrique du Sud.

A l'époque, Américains et Israéliens avaient quitté la conférence après que le sionisme eut été assimilé au racisme par des Etats arabes.

La présence de délégués du Vatican a été mal accueillie par les associations juives qui y ont vu "une nouvelle mesure imprudente" du pape Benoît XVI après la levée de l'excommunication de l'évêque britannique, Mgr Richard Williamson, accusé de négationnisme.

"Par sa participation, le Saint-Siège entérine ce qui se trame (à Genève) contre Israël", a déclaré à La Stampa le grand rabbin de Rome, Riccardo Di Segni.

Le porte-parole du pape, le père Federico Lombardi, a quant à lui défendu la présence du Vatican à "Durban II" et affirmé que l'avant-projet de déclaration avait été amélioré ces dernières semaines.

Je vois pas où est le racisme...(2)

Réaction rapide de Pierre Haski sur Rue89 : « Ahmadinejad n'a pas déçu : « Après la fin de la seconde guerre mondiale, [les Alliés] ont eu recours à l'agression militaire pour priver de terres une nation entière sous le prétexte de la souffrance juive. (...) Ils ont envoyé des migrants d'Europe, des Etats-Unis et du monde de l'Holocauste pour établir un gouvernement raciste en Palestine occupée. »

Les représentants des pays européens ont alors quitté la salle. Nicolas Sarkozy a aussitôt réagi, dénonçant « un appel intolérable à la haine raciste » de la part du président iranien, et appelant à une réaction d'une « extrême fermeté » de la part de l'Union européenne. » »

J'ai beau lire et relire la phrase du dirigeant iranien, je ne vois pas en quoi elle peut être qualifiée de raciste.

Dénonce-t-il les juifs en tant que juifs ? Non. Il dénonce les Alliés qui ont permis la constitution de l'Etat d'Israël en Palestine. Fait-il preuve de négationnisme ?

Pas là en tout état de cause. Parler de « monde de l'Holocauste », c'est bien le reconnaître.

Mais c'est plus que cela : c'est aussi souligner que la responsabilité de l'Holocauste n'est ni partagée ni universelle.

Quant à la formule « sous le prétexte de la souffrance juive », elle ne nie pas la souffrance en question ; elle ne fait que souligner l'usage politique qui en a été fait ; en l'occurrence justifier la colonisation de la Palestine.

Alors est-ce la formule « gouvernement raciste en Palestine occupée » qui choque tant Nicolas Sarkozy et les autres représentants européens ?

Eh bien, oui, l'Etat d'Israël est un Etat raciste et toute conférence internationale sur le racisme se doit de le dénoncer.

Walou

Arafat empoisonné ?

Près de cinq ans après la mort de l'ancien chef de l'Autorité palestinienne (AP) Yasser Arafat, des médecins arabes ont prévu de se rencontrer en Jordanie pour prouver qu'il a été empoisonné. Arafat est mort le 11 novembre 2004 dans un hôpital de la région parisienne. Les médecins français avaient alors expliqué son décès par une hémorragie cérébrale.

Des rumeurs ont pourtant couru sur l'empoisonnement du leader palestinien : Israël aurait voulu se débarrasser de celui qu'il considérait comme un obstacle à la paix.

Les médecins français étaient à l'époque tenus par le secret professionnel sur les circonstances de la mort d'Arafat et son épouse à refusé une autopsie, ce qui a eu pour effet d'ajouter aux spéculations sur les causes de son décès qui n'ont jamais été révélées.

Israël a nié son implication dans la mort du leader palestinien.

Huit docteurs assisteront à la rencontre de jeudi en Jordanie. Certains d'entre eux ont traité Arafat quand il est tombé malade en octobre 2004, dont le cardiologue Abdoullah al-Bashir.

Il a expliqué que la décision de reprendre l'enquête a été prise la semaine dernière au Caire lors du lancement de

la Fondation Yasser Arafat.

Le Dr Ashraf al-Kurdi, un neurologue jordanien qui a examiné Arafat, est l'un des partisans de la thèse de l'empoisonnement.

Nasser al-Qidwa, le neveu d'Arafat, partage son avis. Après avoir reçu une copie du dossier médical français sur la mort de son oncle, al-Qidwa a déclaré en 2004 que le manque d'explications évidentes sur son décès laissait croire qu'il était dû à des "causes non naturelles".

Dans le passé, Israël a tenté d'empoisonner plusieurs responsables palestiniens, dont le leader du Hamas exilé en Jordanie, Khaled Mashaal, en 1997.

Les agents israéliens chargés de mener l'opération ont été arrêtés et le roi Hussein de Jordanie a forcé l'Etat hébreu à fournir un antidote en échange de leur libération.

02.04.09

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1238562890316&pagename=JFrench%2FJFPArticle%2FShowFull>

Leila Mazboudi : Le médecin d'Arafat Ashraf Kurdi : demandez à Abbas pourquoi il a interdit l'autopsie.

Le médecin particulier du leader palestinien défunt Yasser Arafat, Dr Ashraf Kurdi a mis en doute l'efficacité de la mission confiée à la Commission spéciale pour enquêter sur les raisons de la mort d'Arafat, et qui va entreprendre son travail prochainement.

Rapporté par le quotidien arabophone " al-Quds al-Arabi", Dr Kurdi affirme que " l'autopsie du corps d'Arafat après 5 années de son décès n'aura aucune importance", signalant que les responsables de l'Autorité palestinienne avaient refusé toute autopsie directement après sa mort.

A la question de savoir les raisons de ce refus, le médecin a obtenu comme réponse que c'est la volonté d'Abou Mazen, en allusion au chef actuel de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, qui occupe toujours ce poste quoique son mandat soit terminé le 9 décembre dernier.

Soupçonnant qu'Arafat ait été tué par les Israéliens, Dr Kurdi rapporte que celui-ci nourrissait les mêmes soupçons, et craignait qu'on veuille attenter à sa vie en l'empoisonnant.

Ce médecin qui a supervisé l'état de santé du leader palestinien durant ses derniers jours présente le diagnostic suivant "Arafat présentait des symptômes de changement dans les globules blancs et rouges, et qui serait dus soit à un cancer, soit à un empoisonnement".

A noter que la relation entre Arafat et Abbas s'était détériorée durant la seconde intifada. Alors que le leader défunt avait laissé faire les mouvements de résistance, Abou Mazen méprisait les actes de résistance, surtout les opérations martyres et tentait de les interdire.

Disposant du soutien de l'entité sioniste et des Occidentaux, Abbas s'était alors entêté à exiger la création d'un poste de Premier ministre, non encore mis au point à cette époque, et de l'occuper. Une fois en fonction, il s'était efforcé de prendre en main les forces de sécurités palestiniennes. En vain. D'aucuns soupçonnent Abbas par là d'avoir voulu faire avorter la résistance palestinienne. Chose qu'Arafat aurait refusé. Abbas a alors du abandonner son poste de Premier ministre très peu de temps après sa nomination. Elu chef de l'autorité palestinienne après la mort d'Arafat, il est accusé par de nombreux membres du Fatah, d'avoir interdit toute enquête sur les circonstances suspectes du décès de son prédécesseur .

Leila Mazboudi

11/04_

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=81395&language=fr>

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1- 1 -Bernard Ravenel : Après Gaza, quelle nouvelle donne pour le projet national palestinien ?

Deux mois après le cessez-le-feu du 22 janvier je voudrais tenter une première interprétation de l'après Gaza à la fois en termes de premier bilan et de lecture des stratégies et des dynamiques régionales et mondiales qui se dégagent et qui vont conditionner l'avenir du projet de libération nationale palestinien et par voie de conséquence notre solidarité avec ce projet. Je suis conscient du caractère approximatif de ce premier travail qui a pour objet d'alimenter une réflexion nécessaire.

D'abord, il est réapparu évident que le « conflit israélo-palestinien » restait central. L'absence de solution politique déstabilise toute la région et interdit d'envisager une quelconque paix séparée au Moyen-Orient. Cette absence de perspectives de paix, et par conséquent le maintien d'une perspective de guerre, entraînent une poursuite de la course aux armements, concernant y-compris les armes de destruction massive – le phosphore blanc en est une, sans oublier le nucléaire.

D'autre part cette « guerre » a mis en lumière les nouvelles dynamiques géopolitiques, géostratégiques dans la région qui sont en train de modifier en profondeur les équilibres précédents.

De ce point de vue, la question palestinienne est redevenue à la fois un « instrument de mesure » [1] - et une caisse de résonance – de la crise et des conflits qui traversent le monde arabe. Elle est à la fois facteur et effet de ses divisions en deux camps : un axe Syrie, Qatar, Hezbollah, Hamas soutenu par l'Iran (lui même très influent en Irak) qui s'est réuni le 17 janvier à Doha (Qatar en présence de Khaled Meshaal) un autre bloc composé essentiellement de l'Égypte, de l'Arabie Saoudite, de la Jordanie soutenu par l'Occident et qui s'est retrouvé à Koweït le 19 janvier en présence d'Abu Mazen.

Cette situation s'inscrit dans un contexte caractérisé par une double défaite historique : celle des Etats-Unis en Irak (et en Afghanistan), et celle du nationalisme arabe des années 50-60 (celui de Nasser comme celui de Yasser Arafat, soutenu par l'essentiel de la gauche arabe et tiers-mondiste en Occident...).

A ce double échec correspond la montée globale du projet politique et idéologique de l'Islam politique. En même temps s'affirment de nouvelles puissances (non-arabes) : la Turquie, et surtout l'Iran qui entend jouer un rôle de puissance régionale, contestant la politique américaine et israélienne.

Ces bouleversements régionaux s'articulent donc sur le jeu des grandes puissances mondiales (EU, UE, Russie, Chine, Inde, Brésil...) pour lesquelles le Moyen-Orient et ses ressources énergétiques (et leur mode de transport) restent ou deviennent un élément déterminant pour le fonctionnement de leur propre système économique et parfois financier. L'accès aux ressources énergétiques du Moyen-Orient reste ou devient une composante centrale de leur « sécurité énergétique ».

L'enjeu principal devient la redéfinition par la nouvelle administration américaine de ses relations avec ces nouvelles puissances, en particulier avec l'Iran à travers la négociation sur l'uranium enrichi et l'organisation de la sécurité régionale dominée par sa nucléarisation progressive, à partir de la volonté d'Israël de jouer le rôle de gendarme nucléaire au Moyen-Orient.

Dans cet ensemble Israël, qui a subi un échec militaire au Liban perçu comme effet de la montée en puissance de l'Iran dans la région, et inquiet de l'évolution possible de la politique américaine, entend rétablir sa suprématie stratégique et son pouvoir de dissuasion appuyé sur le nucléaire. Il s'agit d'abord de maintenir son contrôle militaire sur la Palestine et son refus de négocier la constitution d'un État palestinien souverain tel que défini par le droit international.

Avec la fin d'Annapolis et la guerre à Gaza, Israël vient de perdre irrémédiablement l'occasion de faire la paix avec le nationalisme « non-confessionnel » arabe (l'offre du plan de paix arabe). Demain il aura à faire à un monde arabe islamisé à l'intérieur duquel son choix sera l'intégration résultant d'un compromis politique négocié avec le mouvement islamiste – et donc l'État palestinien indépendant – ou la guerre qui se nucléariserait davantage.

La stratégie israélienne

Il nous faut d'abord démasquer les mensonges des dirigeants israéliens à propos de cette guerre si l'on veut éviter de laisser se reproduire, sans réagir à temps, de nouveaux massacres.

En clair, distinguer les objectifs annoncés par Olmert, Livni, Barak, et les objectifs réels : Premier mensonge : les roquettes du Hamas constituent une menace militaire qui progressivement va détruire Israël... Certes si les civils de la zone frontalière ont une peur réelle de recevoir des roquettes sur la tête, Barak sait très bien qu'elles ne constituent en rien une menace militaire face à laquelle il faudrait une réponse militaire d'une grande violence. Tout le monde sait que la cause de ces roquettes est le maintien du blocus et que par conséquent l'arrêt du lancement de ces roquettes ne peut provenir que de la décision politique de lever un blocus illégal.

Lorsqu'Israël a lancé ses représailles, les Qassam tirées de Gaza avaient tué, bien avant, une personne, blessé quelques unes et fait des dommages mineurs à Sdérot. Bilan incomparable avec les 500 morts, les milliers de blessés et des destructions infligées par l'armée israélienne à Gaza au bout de trois jours seulement alors que les roquettes continuent à pleuvoir...

Deuxième mensonge, « nous voulons détruire seulement les infrastructures du Hamas ». On sait très bien qu'un mouvement comme le Hamas n'est pas une armée avec ses casernes, des dépôts de matériel, une logistique plus ou moins lourde. Ses structures sont étroitement imbriquées avec les autres institutions civiles, sociales et religieuses : c'est si vrai qu'Israël a empêché la presse internationale d'accéder à Gaza pour voir cette réalité.

Troisième mensonge, « nous allons détruire le Hamas par les armes ». Livni et Barak ne sont pas stupides et désinformés au point de croire que l'on peut détruire avec les armes une force politique votée majoritairement par la population, comme si le Hamas était une sorte d'émanation détachable de son enracinement populaire !

En fait Livni et Barak étaient parfaitement conscients que l'agression à Gaza allaient renforcer l'influence et le poids du Hamas sur la population de Gaza aujourd'hui et de Cisjordanie demain face à un Mahmoud Abbas très affaibli non seulement par son opportunisme et ses erreurs – dont celle majeure de ne pas avoir été à Gaza dès l'agression – mais aussi par la volonté israélienne, soutenue par l'Occident, de ne pas permettre la naissance de l'Etat palestinien, la poursuite de la colonisation ayant fait le reste... Israël par le processus d'Annapolis aura sciemment, ridiculisé l'Autorité palestinienne à l'avantage du Hamas perçu par les Palestiniens comme un groupe qui, perdu pour perdu, a assuré un minimum de dignité et de résistance sans le Fatah « national » même si, sur place, des militants du Fatah ont participé à la résistance.

Par conséquent, les objectifs réels d'Israël étaient fondamentalement différents de ceux qu'il annonçait. Il y avait deux objectifs à court terme : 1. Battre aux élections Netanyahu, le vrai défenseur à outrance d'Israël : une manœuvre un peu désespérée car finalement l'extrême droite a gagné. Notons que cette bataille électorale s'est menée sur le corps des Palestiniens, curieuse démocratie... 2. Utiliser les dernières semaines de Bush à la

Maison Blanche pour mettre le nouveau Président (élu le 4 novembre – jour de la violation de la trêve par Israël...) devant le fait accompli le 20 janvier jour de la prise de fonction par Obama (en particulier avec l'engagement israélo-américain pris pendant cette guerre par Condoleezza Rice concernant le contrôle du commerce des armes en provenance de l'Iran, y-compris par la marine de guerre...). 3. Montrer, par des massacres délibérés de civils et par la destruction systématique des bases économiques, sanitaires, scolaires et institutionnelles (que celles-ci soient du Hamas ou de l'Autorité palestinienne) de la société gazaouie, sa volonté de refuser absolument ce qui constituerait les fondements d'un État souverain « viable ». 4. Surtout, démontrer à l'allié américain, mais aussi au Hezbollah et à l'Iran sa volonté d'affirmer à tout prix sa supériorité militaire totale pour maintenir une prépondérance militaire constante dans la région. Montrer aussi à Obama l'atout stratégique irremplaçable que représente Israël pour les intérêts américains dans la région...

Quel bilan ? Victoire militaire et défaite politique ?

Le bilan politico-militaire pour Israël est ambigu et dépend des objectifs réels poursuivis. Sur le plan militaire il semble que l'objectif n'ait pas été la destruction des forces armées ennemies ou des stocks de roquettes mais qu'il s'est agi d'une logique de terreur visant toute la société. L'institution militaire israélienne croit avoir démontré sa capacité de neutraliser « la résistance militaire du Hamas », les Qassam en tant que tel n'ayant aucun impact militaire.

Cette victoire tactique qui a supposé une « pratique de guerre » centrée sur la population civile s'apparente à une logique d'extermination. Cette pratique a été non-seulement minutieusement pensée et programmée par l'État-major pour fixer les règles d'engagement pour les troupes, mais aussi pour la faire admettre par l'opinion publique internationale. Pour ce faire, elle a été accompagnée, précédée, par une campagne médiatique de déshumanisation de l'adversaire à partir du pseudo-concept de « guerre contre le terrorisme » lancée par les néo-cons après le 11 septembre 2001. La démonstration est claire, Hamas est terroriste, la population a voté Hamas donc la population est terroriste. Tel est le sens de l'affirmation d'Israël déclarant Gaza « entité hostile ». Or le terroriste est représenté comme l'équivalent d'une sorte de gangster qui ne peut avoir le statut d'un combattant. On nie à l'« ennemi » toute qualité humaine donc tout droit. On ne fait pas de prisonnier.

C'est alors qu'on se présente comme étant porteur de la seule culture légitime qui compte, la nôtre, l'Autre n'étant porteur que d'une sous-culture monstrueuse, anti-humaine en quelque sorte comme le fondamentalisme islamique. Donc la guerre asymétrique n'est pas menée contre des hommes mais contre une société de non-hommes. C'est cette vision du monde fondée sur l'exclusion de l'Autre – des Palestiniens – du genre humain qu'Israël a diffusée relayée par de nombreux médias occidentaux.

Cette représentation vise à justifier la « guerre des cultures » et à légitimer l'emploi contre le monde islamique d'armes de destruction de masse (comme les armes chimiques - au phosphore blanc). L'impact de cette représentation non seulement de la société israélienne mais en partie dans le monde occidental doit être mesuré avec ses conséquences politiques.

Mais c'est précisément cette pratique de guerre menée par Israël qui a été l'objet d'une condamnation planétaire. Cette « guerre » a été moralement, donc politiquement perdue aux yeux de la grande majorité de l'opinion publique mondiale. Or, pour les dirigeants néo-cons, les rapports de force ne seront pas toujours favorables à Israël et à ses alliés dans le monde ; il est donc nécessaire d'agir vite et fort d'où une course de vitesse entre ceux qui veulent faire la guerre et ceux qui entendent s'y opposer.

La stratégie du Hamas : reconduire la trêve ou non ?

La stratégie du Hamas ne se définit pas à partir d'une logique de ressentiment. Elle est le produit d'une analyse et d'un calcul politiques.

Les dirigeants du Hamas ont bien compris dans quelle situation se trouverait le gouvernement israélien s'ils décidaient de rompre à leur tour la trêve du 19 décembre. Ils savaient que leurs roquettes étaient sans impact militaire et qu'ils ne pourraient même à terme représenter une menace telle qu'ils forceraient Israël à se convertir à la paix. Mais ils savaient aussi qu'aucun gouvernement en place ne peut se représenter aux élections avec une zone frontalière prise pour cible chaque jour.

Donc ils pensaient qu'une attaque aurait lieu, mais qu'elle serait assez vite arrêtée par une médiation égyptienne qui pourrait faire avancer leurs revendications...

Par conséquent, ce serait un échec politico-militaire d'Israël.

On peut comprendre ce raisonnement, mais c'est une logique « réciproque » à celle d'Israël en quelque sorte en miroir, en dépit du caractère extrêmement asymétrique du rapport des forces militaires.

Tel a dû – ou a pu – être le raisonnement politique de la direction du Hamas, fondé sur une analyse de la stratégie militaire israélienne. Il faut ajouter à ces appréciations vis-à-vis d'Israël que cette décision du Hamas a été certainement prise en liaison avec l'Iran (et la Syrie) et aussi à l'adresse d'Obama pour que celui-ci, constatant l'incendie, soit à même d'intervenir plus vite que prévu et de tenir ses promesses de « dialogue avec le monde musulman » (précisément avec l'Iran...).

Mais dans la décision du Hamas, il y a aussi – et peut être davantage – un calcul fondé sur les relations internes avec les autres composantes du mouvement national.

Le Hamas a considéré que le renouvellement de la trêve n'aurait pas joué en sa faveur, n'aurait pu produire des résultats ultérieurs, et n'aurait donc pu le renforcer dans sa rivalité avec l'Autorité palestinienne et le Fatah.

En décidant de rompre la trêve à son tour, la direction a fait un double calcul : Ou Israël, alors, va négocier via l'Égypte et fait alors des concessions, et cela démontrera la justesse de la voie choisie. Ou Israël attaque, cela provoquera certes des victimes palestiniennes, mais aussi israéliennes du fait de la résistance, et cela renforcera notre position à l'intérieur du mouvement national, à Gaza et en Cisjordanie. Cela supposait donc exposer la

population civile gazaouie à un danger maximum d'autant qu'il semble que rien n'était prévu auparavant comme protection de la population en cas d'attaque... Des mesures de « défense passive ».

Finalement, ce qui a compté pour la direction du Hamas, c'est la logique de rivalité avec le Fatah dans la volonté d'imposer son pouvoir. En aucune manière, cette décision ne s'intégrait dans une stratégie de libération nationale qui aurait supposé une proposition d'élaboration commune préalable pour impliquer l'ensemble du mouvement national.

Le Hamas a imposé son agenda propre qui sert d'abord sa stratégie politique propre de construction de son pouvoir para-étatique sur une partie de la Palestine. D'abord en voulant démontrer qu'il est le seul représentant authentique de la résistance populaire d'abord à Gaza – quitte à réprimer violemment les autres composantes qui ont combattu avec lui (Fatah, Front Populaire, Front démocratique et Jihad islamique [2]) – mais bientôt aussi en Cisjordanie : une logique de guerre civile : en fait, aucun des deux protagonistes n'est prêt à partager son pouvoir. L'Autorité palestinienne en Cisjordanie mène sous la supervision du général américain Keith Dayton une répression violente contre le Hamas et tend à se comporter comme une sorte d'agence de sécurité d'Israël... La situation ne pourra se débloquer que s'il y a un accord pour reconstruire les organes de sécurité et du mouvement de libération (O.L.P) en y incluant toutes les « factions ». Pour le mouvement on peut espérer un accord partiel qui mène à la formation d'une sorte de gouvernement d'unité nationale – mais sur quel programme politique ? - en laissant ouvert un dialogue sur beaucoup de problèmes et en maintenant de fait deux « autorités » palestiniennes distinctes : l'une en Cisjordanie contrôlée par Fatah, l'autre à Gaza sous le Hamas. Une « réconciliation armée » en quelque sorte d'autant plus fragile que chacun des deux camps a des parrains extérieurs, ayant des intérêts divergents et même opposés...

Finalement l'immense tragédie humanitaire de Gaza, c'est-à-dire le rapport entre coût humain et bénéfices politiques ne peut être considéré comme une victoire pour le peuple palestinien et son mouvement national. De ce point de vue, il faut s'interroger sur le sens de la réponse du Hamas à la rupture de la trêve par Israël le 4 novembre 2008 (jour de l'élection d'Obama) qui avait causé la mort de 6 Palestiniens. A partir de ce moment, le Hamas a repris de manière sporadique le lancement de roquettes. Pendant ce temps, T. Livni pressée d'intervenir en fonction de l'agenda politique américain accélère la préparation militaire (et diplomatique) pour l'attaque. D'autre part, Le Caire après le « non » du Hamas à la reprise de négociation de réconciliation avec le Fatah aurait décidé de « punir » les dirigeants politiques islamistes et ne semblait plus décidé à intervenir fortement en cas d'attaque israélienne...

C'est dans ce contexte que le Hamas annonce le 18 décembre 2008 la fin de la trêve pour le jour fatidique du 19, échéance de la trêve car l'embargo, acte de guerre, n'est pas levé. Et ce fut le tire de roquette suivi immédiatement du déclenchement de l'attaque israélienne qu'Olmert souhaitait le plus tôt possible. La rupture de cette trêve, certainement voulue par la base militante et politiquement largement justifiée, exprime une volonté légitime de résistance contre le blocus. Mais elle s'est exprimée de façon profondément erronée et contre-productive. Elle a montré que le Hamas, plutôt que de choisir la voie de la mobilisation politique de la société de Gaza – mobilisation qui aurait pu être unitaire et donc nationale, c'est-à-dire rassemblant toutes les forces politiques du mouvement palestinien de libération, a opté unilatéralement pour une réponse « violente » ciblant la population des villes et d'autre part militairement inoffensive [3]. Elle a donc précipité le déchaînement de la puissance militaire israélienne contre la population de Gaza d'ailleurs non préparée et donc dramatiquement exposée au feu israélien [4].

Il semble bien, de l'aveu de K. Mechaal, que les dirigeants du Hamas avaient sous-estimé les dimensions de l'attaque israélienne malgré ce qu'avait déjà été l'« opération Remparts » en 2002 et la guerre du Liban en 2006. Cette erreur d'évaluation dans la lecture des stratégies et des dynamiques régionales est grave pour des dirigeants politiques qui ambitionnent de guider le peuple palestinien...

Quel bilan : défaite militaire ? Victoire politique ?

Défaite militaire oui : car à la différence du Hezbollah, le Hamas n'a pas infligé de pertes significatives en hommes et en matériel (il ne disposait pas d'armes anti-chars) à l'ennemi. Il a plutôt préféré éviter le combat frontal et « asymétrique ». Mais une défaite militaire limitée car le Hamas a gardé l'essentiel de ses structures armées, de ses capacités militaires, y-compris de lancer des roquettes... Mais au service de quelle stratégie ? C'est là qu'intervient la lecture de Jean-François Legrain (<http://www.france-palestine.org/art...>) présentée dans les termes suivants : « Énoncée en termes de « dissuasion » ou de « violence disproportionnée », cette logique militaire se trouve articulée sur une politique tout aussi réelle mais cachée. Pour entretenir l'alignement international sur sa politique unilatérale en matière palestinienne, Israël mise depuis longtemps déjà sur la radicalisation de ses adversaires, radicalisation au besoin suscitée par son propre comportement. Les opposants aux politiques israéliennes, quels qu'ils soient nationalistes ou islamistes, doivent être « les ennemis de la paix » et la « modération » constitue une menace (Norman Finkelstein, « Les dessous du dernier bain de sang à Gaza : contrer une offensive de paix palestinienne », Info-Palestine.net, 18 janvier 2009). »

Victoire politique oui : il est sorti renforcé vis-à-vis de l'Autorité palestinienne, du Fatah, de sa propre population encore plus dépendante du mouvement islamiste qu'avant car ce mouvement est une organisation sociale disciplinée et forte. Aux yeux du monde arabe et musulman, il a gagné en popularité pour avoir résisté, même si une partie d'entre elle s'est interrogée sur la pertinence de la stratégie du Hamas. Désormais il entend s'affirmer comme le leader de la résistance palestinienne contre Israël.

Enfin il apparaît comme un interlocuteur politique incontournable pour l'UE et les EU.

Quel avenir pour le mouvement national palestinien ?

A partir de ces éléments partiels on constate que la nécessaire unité nationale du mouvement de libération connu un nouveau et profond recul, accompagnant une séparation plus nette entre la Cisjordanie et la Bande de Gaza toujours plus autonome et détachée, sous le contrôle absolu du Hamas. Des deux côtés, on prête moins d'attention au problème stratégique central celui de l'occupation militaire israélienne. Pour le Hamas, le problème numéro un c'est le Fatah, pour le Fatah, le problème c'est le Hamas...

Il nous d'abord distinguer l'Autorité palestinienne du Fatah. L'Autorité palestinienne a un gouvernement dirigé par S. Fayyad non membre du Fatah et composé de nombreux technocrates où le Fatah ne semble pas majoritaire. Le gouvernement a son autonomie à l'égard du Fatah et reste prisonnier de la diplomatie égyptienne et américaine.

Le Fatah éclaté politiquement, reste malgré tout une formation politique populaire. Son éclatement s'explique à la fois par sa défaite politique à partir de laquelle il n'a pas pu mener une réflexion stratégique autocritique permettant d'élaborer un redressement politique et organisationnel (pas de Congrès depuis 1989 – et malgré les annonces répétées il semble bien qu'il n'y en aura pas en 2009). En plus, beaucoup de ses cadres sont toujours emprisonnés à commencer par Marwan Barghouti.

Aujourd'hui, Fatah et Hamas souffrent à distance d'une absence de stratégie commune, chacun estime avoir sa légitimité, auto-proclamée en fait, et chacun entend conforter et pérenniser son pouvoir, sans élections organisées ensemble. En l'état le mouvement national n'a ni unité, ni objectif, ni stratégie. Personne ne semble en état de porter le projet national. Or, pour être considéré comme force de négociation sérieuse, il faut rétablir un niveau politique d'unité nationale, avec l'aide arabe. La proposition récente de Mahmoud Abbas n'a pas encore de programme politique clair...

D'autre part, le débat stratégique, s'il a lieu, risque d'être très difficile. L'échec d'Annapolis fournit au Hamas une occasion de démontrer que la voie de la négociation choisie par Abu Mazen n'a mené à aucun résultat parce que les Israéliens ne veulent pas de solution politique. Après les élections le nouveau pouvoir en Israël aura comme principal souci de se préparer à faire la guerre contre l'Iran... Par conséquent pour les Palestiniens l'unique voie possible resterait celle de la résistance armée.

Or y-t-il, après l'échec de la deuxième Intifada « militarisée », une « option militaire » crédible pour libérer la Cisjordanie de l'occupation israélienne ? A moins d'attendre un renversement de pouvoir en Égypte par les Frères Musulmans ce qui pourrait assurer aux Palestiniens de Gaza c'est à dire au Hamas un sanctuaire – comme l'est la Syrie pour le Hezbollah – une confrontation armée avec Israël ne peut que produire une catastrophe humanitaire, économique et écologique insupportable pour la société palestinienne.

On en revient donc à la problématique de la « troisième voie », celle de la résistance populaire non-violente, comme le fut la première Intifada en 1987 et comme souhaiteraient la développer nos amis de Bilin, de Nilin ou de Massara et Mustapha Barghouti. Cette lutte d'abord ne peut tenir que si elle est directement soutenue à la fois par un ensemble représentatif de forces sociales et politiques à l'intérieur et par le mouvement de solidarité internationale à l'extérieur.

Or et c'est là un des aspects les plus importants du bilan : l'implication de nombreux acteurs étatiques arabes et occidentaux, sans oublier la Turquie et l'Iran, mais aussi la Russie, pour sortir de la crise tend à montrer une internationalisation irréversible du problème supposant une responsabilisation accrue des États. Du même coût, cette implication doit permettre une plus grande mobilisation de la société civile des pays concernés.

La nature du pouvoir israélien et de sa politique actuelle et prévisible, la division profonde du mouvement palestinien, ne permettent plus d'envisager une négociation bilatérale – déjà très asymétrique – productive... Une intervention extérieure forte, articulée sur une mobilisation de la société civile internationale y compris en Palestine même et qui imposerait un accord politique, paraît la seule issue. Celui-ci ne peut être atteint qu'en se fondant sur le droit international et les résolutions du Conseil de sécurité jusque là bloquées par le veto américain. La problématique de la force internationale de protection qui accompagnerait inévitablement la négociation dans le cadre ONU (et surtout pas OTAN) pose la question du rôle de l'engagement de la société civile dans cette protection. Déjà la présence organisée d' « internationaux » en Palestine (missions civiles, soutien à la cueillette des olives, à la résistance populaire non-violente, etc...) préfigurent ce rôle.

Ce qui rend encore plus important le rôle de l'Europe et, par conséquent, le rôle du mouvement de solidarité en Europe et la nécessité de centrer la mobilisation politique sur le retour au droit qui reste l'enjeu du conflit. D'où l'importance de l'établissement de liens avec le mouvement pacifiste américain mais aussi avec la société civile du monde euro-méditerranéen qui s'est très fortement mobilisé pendant les événements de Gaza.

Après Gaza, la globalisation de la question palestinienne est devenue irréversible, impliquant davantage les États et les sociétés civiles. C'est donc de la capacité de cette société civile organisée à définir et à mener une stratégie communes de solidarité politique que dépend pour partie l'avenir du mouvement national palestinien.

[1] Le Monde 21/01/2009

[2] Selon Amnesty International le Hamas aurait exécuté 25 cadres du Fatah. Selon le PCHR de Gaza, ce serait 31 membres du Fatah ainsi que plusieurs membres d'autres organisations dont un membre de FPLP.

[3] Il semble bien que la décision de rompre la trêve le 19 décembre n'ait pas été prise sans débat. Si K. Mechaal a bien annoncé le 14 décembre la fin de la trêve le 19, ce même 14 décembre I. Hanyieh ne l'a pas du tout évoqué dans son grand discours à l'occasion du rassemblement à Gaza pour le 21ème anniversaire du Mouvement de la résistance islamique

[4] La déclaration d'I. Hanyieh selon laquelle le Mouvement islamiste ne hissera pas le drapeau blanc « même si tout Gaza est détruite » est irresponsable.

Voir en ligne : <http://www.france-palestine.org>

1-2 Ben Khabou: Israël - Palestine : les raisons du flou stratégique des Etats-Unis face à l'enlisement du conflit.

Vieux de soixante ans, le conflit israélo - Palestinien se trouve une fois de plus au stade de l'impasse après l'opération menée dernièrement par Israël à Gaza.

Comment expliquer les raisons poussant les Etats-Unis à entretenir l'enlisement d'un conflit aussi crucial pour la stabilité du Moyen-Orient ?

Le rôle des néoconservateurs pro-sionistes dans la politique moyen-orientale américaine ? Les enjeux liés aux réserves énergétiques de la région ?

Quelle attitude doivent avoir les pays du Moyen-Orient ?

Depuis le lancement du processus de paix israélo-arabe à [Madrid](#) en 1991, les guerres américaines d'Afghanistan et d'Irak ainsi que les bombardements israéliens particulièrement « civilticides » au sud du Liban et à Gaza, les déclarations médiatiques sur le droit d'Israël à l'existence et à la sécurité, l'absence de démocratie chez les voisins d'Israël, la guerre contre le terrorisme, l'Axe du Mal et sur le risque de prolifération des armes de destruction massive... sonnent de plus en plus, pour l'observateur quelque peu averti, comme de méprisants propos propagandistes et subtils alibis pour conditionner ou différer le règlement du conflit israélo-palestinien. L'article sur [les mensonges d'Israël](#), du chercheur américain [Henry Siegman](#), spécialiste du Proche-Orient et ancien président du Congrès Juif Américain, éclaire de manière on ne peut plus limpide ce point de vue, pour la récente opération de l'armée israélienne à Gaza.

En plus des [Résolutions](#) du Conseil de Sécurité de l'ONU, qui ont pu échapper au filet du Vêto américain et sur lesquelles il n'est pas utile de s'attarder puisqu'Israël n'a jamais accepté de les appliquer, les initiatives de paix initiées ici et là peinent toujours à aboutir à un règlement définitif du conflit : les projets d'Oslo (1993), de Camp David (2000), de Taba (2001), de Feuille de Route du Quartet (2003), pour ne retenir que ceux là, ont tous abouti à l'échec.

Même l'[Initiative de Paix Arabe](#), offre globale de paix, particulièrement généreuse notamment sur la question du droit de retour des réfugiés palestiniens, adoptée par l'ensemble des pays Arabes est restée lettre morte.

Comment expliquer alors l'incapacité des Etats-Unis à régler un conflit vieux de soixante ans et dont dépend étroitement la stabilité de toute la région ?

Pour comprendre les raisons du flou stratégique que revêt l'attitude américaine face à l'enlisement de ce conflit, nul ne peut raisonnablement nier qu'il s'explique, pour l'essentiel, par la formidable influence exercée par le mouvement sioniste sur la politique moyen-orientale de l'administration américaine et l'extrême vulnérabilité énergétique de la première puissance mondiale que sont les Etats-Unis d'Amérique et des autres puissances d'ailleurs.

Les sionistes : un acteur puissant et décisif de la politique moyen-orientale américaine

Idéologie politique apparue à la fin du XIXème siècle, le sionisme entendait doter les juifs d'un État, à travers le retour à Sion, terre ancestrale, la reconstitution des juifs en tant que nation et le rétablissement de la langue hébraïque. Elle fut amenée par l'évolution de l'histoire des juifs, le risque de laïcisation d'une partie de leur diaspora, mais surtout par une révision du projet juif suite à la montée, en Europe, du nationalisme politique et de l'antisémitisme.

Il existe également un sionisme chrétien, porté par certaines composantes ultras fondamentalistes des églises évangéliques et motivé par une vision messianique considérant la judaïsation de la « Terre Sainte » comme un commandement biblique, devant permettre le retour de Jésus sur terre et assurer le triomphe du Christianisme lors de l'apocalypse [[Jean P. Baquiast](#)]

C'est ce qui explique l'essentiel du fervent et constant soutien apporté par les néoconservateurs pro-sionistes américains à l'Etat d'Israël depuis sa création en 1948, bien que leur objectif ne soit pas le même que celui des sionistes juifs.

Ce soutien a comme premier corollaire l'attitude de l'administration américaine dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle est généreusement permissive, face au peuplement incessant et accéléré ces dernières années des Territoires Occupés (Terre Sainte) par les colonies israéliennes [[Marwan Bishara](#)].

Selon le Centre Israélien des Droits de l'Homme [B'tselem](#) « Israël a créé dans les Territoires Occupés un régime de séparation basé sur la discrimination, en appliquant deux systèmes de loi séparés dans la même région et en basant les droits des individus sur leur nationalité. Ce régime est le seul de ce type dans le monde, et est réminiscent des régimes affligeants du passé, tel que le régime de l'Apartheid en Afrique du Sud ».

L'extrême dépendance énergétique américaine du Moyen-Orient

Le second élément explicatif de l'attitude américaine face à l'enlisement du conflit israélo-palestinien, et sur lequel la classe politique américaine affiche une unanimité sans faille, concerne l'épineuse question de la dépendance vitale américaine des réserves énergétiques du Moyen-Orient.

Selon les publications autorisées du Centre français d'Etudes et de Recherches de l'Ecole Militaire ([CEREM](#)), la stratégie américaine de sécurité énergétique, telle que déclinée dans le rapport du National Energy Policy Development rédigé par l'ex vice président Cheney, en mai 2001, a pour objectif d'anticiper et de répondre à

l'augmentation des besoins en pétrole, dont les EU consomment environ le quart de la production mondiale avec une part d'exportation devant passer de 52% en 2001 à 66% en 2020.

Selon les experts, le Moyen-Orient recouvre près des deux tiers des réserves mondiales en pétrole et du tiers de ces réserves pour le gaz naturel. Si les taux d'extraction continuent à grimper à la vitesse actuelle, pour faire face à la forte croissance de la demande américaine et mondiale d'ailleurs, les réserves de pétrole situées hors Moyen-Orient (notamment en Russie) devraient s'épuiser vers 2020 et le Moyen-Orient en restera le seul producteur important.

Aussi, les EU accordent-ils une place primordiale dans leur stratégie à la domination des réserves pétrolières du triangle (Arabie Séoudite, Irak, Iran) au détriment de la Russie, la Chine ou l'Europe, tout en sécurisant leurs approvisionnements contre les risques géopolitiques pouvant surgir dans la région.

Vient en second lieu, l'option d'investir de nouveaux marchés porteurs comme la mer caspienne (Azerbaïdjan et Kazakhstan), l'Afrique (Angola et Nigéria) et l'Amérique latine, la stratégie américaine consistant également à travailler parallèlement pour le long terme sur un programme d'énergies alternatives (nucléaire civil et hydrogène liquide appelé à remplacer le carburant).

L'option politique adoptée par l'administration G.W. Bush (2000 – 2008) pour se prémunir contre la forte vulnérabilité énergétique des EU fut basée ainsi sur le développement de moyens préventifs à court et moyen terme pour envahir et soumettre toute puissance hostile.

Quoi de mieux alors que le danger du terrorisme, après les attentats du 11 septembre 2001 pour confondre, à coup de guerres préventives et de rhétorique antiterroriste, cette stratégie de la politique énergétique des EU ?

C'est cette option militaire des EU, censée assurer son invulnérabilité énergétique et son plein soutien à la politique coloniale de l'Etat d'Israël qui génèrent, pour une large part, l'extrémisme islamiste, qui, tout en donnant du « gros » fil à retordre aux régimes en place, sert d'outil privilégié pour asseoir les stratégies des EU et d'Israël dans cette région et la composante propagandiste de leur communication politique envers les opinions publiques occidentales (les électeurs).

« Au Moyen-Orient, si vous ne pouvez pas expliquer quelque chose par la théorie du complot, n'essayez pas de l'expliquer ! Les gens là-bas ne vous croiront pas » écrit le journaliste américain Thomas Friedman, cédant à un vrai faux fatalisme qui contraste curieusement avec sa fervente ardeur pour le concept de "Actions Militaires Préventives" et pour la guerre en d'Irak.

La dernière trouvaille du Likoud et de Benyamin Netanyahu, futur premier ministre d'Israël, est de refuser toute relance du processus de paix pour ne plus parler que d'une simple "amélioration de la situation économique des palestiniens", totalement soumis bien sûr.

La réalité est qu'il s'agit d'une lutte à armes très inégales, en arrière plan d'une course folle des EU pour la domination des réserves énergétiques du Moyen-Orient, entre l'Etat d'Israël, à la doctrine coloniale et qui semble n'avoir que faire pour de longues années encore d'un Etat palestinien, et le peuple palestinien opprimé depuis 60 ans.

D'aucuns pourraient être tentés de croire que lorsque les réserves énergétiques de cette région seront épuisées, la paix pourrait peut-être voir le jour dans cette région. D'autres, plus pessimistes, rétorqueront que le mouvement sioniste prédominant aux EU ne lésinera pas sur son ingéniosité pour exploiter d'autres crises qui se profilent à l'horizon déjà au Moyen-Orient (le risque de prolifération du nucléaire, la crise de l'eau qui guette cette région la plus aride au monde) pour continuer à léguer au second le conflit Israélo-palestinien.

Mais nul ne peut raisonnablement nier aux palestiniens le droit à la résistance par tous les moyens, y compris militaires, pour se sortir de la soumission totale à laquelle veut les résigner Israël, pour recouvrer leur liberté.

Quant aux pays du Moyen-Orient, leur seul rempart face à l'extrémisme interne et à l'hégémonie américano-israélienne, dans leur région, est la démocratie et le développement socio-économique mais aussi de leurs capacités de défense et de nuisance politique, économique et commerciale.

Ils ont une opportunité pour se ressaisir : le Tsunami financier et la crise économique qui secouent les EU mais aussi des atouts pour relever le défi : leur histoire, leurs géographies et leur destin communs.

Ben Khabou

http://www.agoravox.fr/article.php3?id_article=53724

1-3 Khaled Amayreh : Que le monde entier voit le vrai, l'affreux visage d'Israël.

A n'en pas douter, le nouveau gouvernement israélien, dirigé par Benyamin Netanyahu, reflète honnêtement la mentalité collective de la société sioniste juive israélienne. Il y a bien sûr quelques Israéliens qui sont contre le racisme et le fascisme, mais ils sont malheureusement très peu nombreux et leur influence est négligeable.

Un coup d'œil rapide à la composition du nouveau cabinet israélien révèle une coalition extrémiste de criminels de guerre, de menteurs pathologiques, de voyous racistes (styles hitlérien et stalinien) et des fous religieux détestables qui respirent et exhalent la haine 24 heures par jour.

Pour ceux qui ne le connaissent pas, Benyamin Netanyahu est le menteur pathologique par excellence. Son mode opératoire est basé sur la malhonnêteté, le mensonge, la prévarication et la tromperie. En dépit de son bla-bla de relations publiques sur « *la paix avec nos voisins* », l'homme est farouchement contre la paix, contre la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et contre des droits égaux pour les Juifs et pour les non-Juifs. Il est en fait un avocat enthousiaste de la judaïsation de Jérusalem Est par le contrôle de la croissance démographique arabe, la démolition des maisons arabes et l'interdiction aux Jérusalémites de jouir de leurs droits naturels à

construire des maisons pour accompagner leur croissance naturelle.

Cette politique ouvertement raciste est appelée « *restreindre les horizons arabes* » et son but ultime est d'obliger les habitants arabes d'Al-Qods, ou du moins le plus possible d'entre eux, à quitter la ville et à émigrer pour toujours.

Le racisme venimeux de Netanyahu ne s'exerce pas seulement contre les Palestiniens des « *territoires occupés* », ou « *Shtachem* », référence habituelle, en hébreu, à la Cisjordanie et la Bande de Gaza. En plusieurs occasions, on l'a cité comme demandant que des « *mesures* » soient prises pour empêcher les citoyens palestiniens d'Israël d'atteindre la barre des 30%.

De plus, Netanyahu, qui invoque souvent les concepts de civilité, démocratie et culture occidentale, surtout lorsqu'il s'adresse au public naïf de l'ouest, croit en réalité qu'Israël devrait se lancer dans une campagne massive de nettoyage ethnique contre les Palestiniens, si et quand la communauté internationale, en particulier les Etats Unis, tolérera un tel scénario.

En 1989, Netanyahu a dit aux étudiants de l'Université Bar-Ilan que « *Israël aurait dû exploiter la répression des manifestations en Chine, pendant que l'attention du monde était centrée sur ce pays, pour effectuer des expulsions de masse des Arabes des territoires.* »

Ceux qui prennent le mot « *transfert* » à la légère doivent savoir que « *transfert* » n'est qu'un euphémisme pour **génocide**.

Si tel est le caractère du Premier ministre, on peut se faire une petite idée de ses lieutenants et ministres, depuis Avigdor Lieberman jusqu'aux gourous de Gush Emunim (le mouvement des colons), qui demandent sans vergogne que les non-Juifs en Israël-Palestine soient soit exterminés, soit expulsés ou réduits en esclavage comme porteurs d'eau et coupeurs de bois au service de la race des maîtres !

Ensuite, il y a le criminel de guerre irrémédiablement opportuniste Ehud Barak, qui soutient de façon très arrogante que l'armée qui a exterminé des centaines d'enfants de Gaza au phosphore blanc il y a juste deux mois est l'armée la plus morale au monde.

Netanyahu n'est pas stupide. Il se rend compte que ses convictions idéologiques sont trop laides et trop fascistes pour être acceptées par la communauté internationale, dont les USA, le gardien et allié d'Israël. C'est pourquoi il va tromper le monde en estompant et en cachant, autant que faire se peut, la nature fasciste de son gouvernement.

Il va avoir massivement recours à des « *tactiques de diversion* » comme « *le terrorisme* », « *l'Iran* », « *l'antisémitisme* » et « *le Hamas* » pour distraire l'attention de la plateforme fasciste et criminelle de son gouvernement. Il va crier « *Auschwitz, Treblinka, Mauthausen, Bergen-Belsen* » chaque fois que les crimes israéliens seront dénoncés et critiqués.

Il va clamer qu'Israël n'autorisera pas qu'on le pousse au bord d'Auschwitz si on lui demande de mettre fin à son occupation nazie de la patrie palestinienne et de permettre que le peuple palestinien exerce son droit à l'indépendance et à l'autodétermination.

En bref, il s'agit d'un homme qui ment comme il respire, un politicien malhonnête qui pense que « *hasbara* » (propagande) et relations publiques habiles peuvent être un substitut plus efficace qu'un honnête processus de paix fondé sur les droits de l'homme et le droit international.

C'est la raison pour laquelle les capitales du monde ne doivent pas se laisser duper et tromper par ce menteur notoire.

Je ne suis pas, bien sûr, en train de suggérer que le gouvernement israélien précédent était moins infâme que le nouveau. L'ancien gouvernement, avec le trio maudit – Olmert, Livni et Barak – avait toutes les caractéristiques d'un Troisième Reich sioniste.

Que pouvons-nous dire d'autre d'un gouvernement qui a ordonné à son armée d'exterminer et d'incinérer des milliers de civils au phosphore blanc, et a affirmé ensuite, sans honte, qu'elle n'avait pas vraiment eu l'intention de le faire ?

Toutefois, c'est ce gouvernement qui a été considéré par beaucoup d'Etats de par le monde, comme les Européens crédules, comme « *un gouvernement de paix* », un « *gouvernement libéral* » et même « *de gauche* », ce qui redonne tout son sens à l'expression « *fornication verbale* ».

Pour nous, Palestiniens, et en dépit de l'angoisse légitime et compréhensible que provoque la montée du fascisme en Israël, il est toujours préférable d'avoir en Israël un gouvernement ouvertement fasciste, avec des politiques fascistes, qu'un gouvernement mensongèrement « *libéral* » et « *de gauche* » aux mêmes politiques criminelles.

Que le monde voit Israël tel qu'il est réellement.

Enfin, disons qu'il vaut mieux un criminel honnête qu'un saint qui ment. Le premier, au moins, est prévisible et cohérent.

Khaled Amayreh :

Source : [Exposing Israël](#)

Traduction : MR pour [ISM](#)

1-4 Michel Chossudovsky : Gisements gaziers: la clé de Gaza ?

L'invasion militaire de la Bande de Gaza par les forces israéliennes, est en relation directe avec le contrôle et la possession de réserves stratégiques de gaz offshore. Il s'agit d'une guerre de conquête. Découvertes en 2000, d'immenses réserves de gaz gisent au large de la côte de Gaza.

Titre original: Guerre et gaz naturel : invasion israélienne et gisements gaziers au large de Gaza

Des droits d'exploitation gazière et pétrolière de 25 ans, signés en novembre 1999 avec l'Autorité Palestinienne (PA), ont été accordés à British Gas (BG Group) et à son partenaire d'Athènes, Consolidated Contractors International Company (CCC), propriété des familles libanaises Sabbagh et Koury. Les droits sur le gaz offshore se montent respectivement à 60 pour cent pour BG, 30 pour cent pour CCC, et 10 pour cent pour le Fonds d'investissement de l'Autorité Palestinienne (Haaretz, 21 octobre 2007).

L'accord PA-BG-CCC inclut l'exploitation des gisements et la construction d'un gazoduc. (Middle East Economic Digest, 5 janvier 2001).

La licence de BG couvre la totalité de la zone maritime au large de Gaza, laquelle est contiguë à plusieurs installations gazières offshore israéliennes. (Voir la carte ci-dessous). Il convient de noter que 60 pour cent des réserves gazières le long de la côte de Gaza et d'Israël appartiennent à la Palestine.

BG Group a foré deux puits en 2000 : Gaza Marine-1 et Gaza Marine-2. British Gas estime que les réserves sont de l'ordre de 1,4 billions de pieds cubes (plus de 39 milliards de m³), évaluées à environ 4 milliards de dollars. Ce sont les chiffres publiés par British Gas. La taille des réserves de gaz palestiniennes pourraient être bien plus importantes.

Qui est propriétaire des gisements gaziers

La question de la souveraineté sur les gisements gaziers de Gaza est cruciale. Du point de vue juridique, les réserves de gaz appartiennent à la Palestine.

La mort de Yasser Arafat, l'élection du Hamas au gouvernement et la débâcle de l'Autorité Palestinienne ont permis à Israël d'établir un contrôle de facto sur les réserves de gaz offshore de Gaza.

British Gas (BG Group) a eu à traiter avec le gouvernement de Tel-Aviv. De son côté, le gouvernement du Hamas a été court-circuité en ce qui concerne les droits d'exploration et d'exploitation sur les gisements gaziers.

L'élection du Premier ministre Ariel Sharon en 2001 fut un tournant majeur. La souveraineté de la Palestine sur les gisements de gaz offshore fut contestée à la Cour Suprême israélienne. Sharon déclara sans ambiguïté qu'« Israël n'achèterait jamais de gaz à la Palestine » laissant entendre que les réserves gazières au large de Gaza appartiennent à Israël.

En 2003, Ariel Sharon opposa son veto à un premier accord, qui aurait permis à British Gas d'alimenter Israël en gaz naturel des réserves offshore de Gaza. (The Independent, 19 août 2003).

La victoire électorale du Hamas en 2006 a favorisé le déclin de l'Autorité Palestinienne, qui est s'est retrouvée confinée à la Cisjordanie, sous le régime fantoche de Mahmoud Abbas.

En 2006, British Gas « a été à deux doigts de signer un accord de pompage de gaz vers l'Égypte. » (Times, 28 mai 2007). Selon des rapports, le Premier Ministre britannique Tony Blair est intervenu pour le compte d'Israël en vue de faire capoter l'accord avec l'Égypte.

L'année suivante, en mai 2007, le cabinet israélien a approuvé une proposition du Premier ministre Ehud Olmert, « d'acheter du gaz à l'Autorité Palestinienne. » Le contrat proposé était de 4 milliards de dollars, avec des bénéfices de l'ordre de 2 milliards de dollars, dont un milliard pour les Palestiniens.

Toutefois, Tel-Aviv n'avait pas l'intention de partager les revenus avec la Palestine. Une équipe de négociateurs israéliens a été constituée par le cabinet israélien pour arriver à un accord avec le BG Group en court-circuitant à la fois le gouvernement du Hamas et l'Autorité Palestinienne :

Les autorités de la défense israélienne veulent que les Palestiniens soient payés en biens et en services, et insistent sur le fait qu'aucun argent ne doit aller au gouvernement contrôlé par le Hamas. (Ibid, souligné par moi, MC.

L'objectif était avant tout de rendre caduc le contrat signé en 1999 sous Yasser Arafat entre BG Group et l'Autorité Palestinienne.

Dans le cadre de l'accord avec BG proposé en 2007, le gaz palestinien des réserves au large de Gaza devait être acheminé par un gazoduc sous-marin vers le port israélien d'Ashkelon, transférant de cette façon le contrôle sur la vente du gaz naturel à Israël.

L'accord a échoué. Les négociations ont été suspendues :

« Meir Dagan, le chef du Mossad, s'est opposé à l'opération pour raison sécuritaire, prétextant que cela pourrait financer le terrorisme » (Gilad Erdan, membre de la Knesset allocution à la Knesset sur « L'intention du Vice-Premier Ministre Ehud Olmert d'acheter du gaz aux Palestiniens alors que le paiement servira le Hamas, », 1er mars 2006, cité dans l'article du général (ER) Moshe Yaalon, Does the Prospective Purchase of British Gas from Gaza's Coastal Waters Threaten Israel's National Security? Jerusalem Center for Public Affairs, octobre 2007)

L'intention d'Israël était d'empêcher que de possibles redevances soient payées aux Palestiniens. En décembre 2007, Le BG Group s'est retiré des négociations avec Israël, et, en Janvier 2008, il a fermé son bureau en Israël. (site Internet de BG).

Le plan d'invasion à l'étude

Selon des sources militaires israéliennes, le projet d'invasion de Gaza dans le cadre de l'« Opération Plomb Jeté » a été mis en branle en juin 2008 :

Des sources proche de la direction de la Défense ont déclaré que le ministre de la Défense Ehud Barak a chargé les Forces de Défense Israéliennes de se préparer à l'opération il y a plus de six mois [juin ou avant juin], bien qu'Israël ait commencé à négocier un accord de cessez-le-feu avec le Hamas. (Barak Ravid, Operation "Cast Lead": Israeli Air Force strike followed months of planning, 27 décembre 2008).

Ce même mois, les autorités israéliennes ont pris contact avec British Gas, dans le but de reprendre des négociations cruciales sur l'achat du gaz naturel de Gaza :

À la fois le directeur général du Ministère des Finances, Yarom Ariav, et le directeur général du Ministère des Infrastructures Nationales, Hezi Kugler, ont convenu d'informer BG du souhait d'Israël de renouer les pourparlers. Les sources ont ajouté que BG n'a pas encore officiellement répondu à la demande d'Israël, mais que des cadres de l'entreprise pourraient sans doute aller dans quelques semaines en Israël pour des conversations avec certains fonctionnaires du gouvernement. (Globes online-Israel's Business Arena, 23 juin 2008)

La décision d'accélérer les négociations avec British Gas (BG Group) coïncidait chronologiquement avec la planification de l'invasion de Gaza, amorcée en juin. Il semblerait qu'Israël était soucieux de parvenir à une entente avec BG Group avant l'invasion, qui était déjà à un stade avancé de préparation.

Et qui plus est, ces négociations avec British Gas ont été conduites par le gouvernement Ehud Olmert qui savait que l'invasion militaire était à l'étude. Selon toute vraisemblance, un nouvel arrangement politico-territorial « d'après-guerre » a aussi été envisagée par le gouvernement israélien pour la Bande de Gaza.

De fait, les négociations entre British Gas et les responsables israéliens étaient en cours en octobre 2008, 2 à 3 mois avant le début des bombardements du 27 décembre.

En novembre 2008, le Ministère israélien des Finances et le Ministère chargé des Infrastructures Nationales ont ordonné à Israel Electric Corporation (IEC) d'engager des négociations avec British Gas, pour l'achat de gaz naturel provenant de la concession de BG au large de Gaza. (Globes, 13 novembre 2008).

« Yarom Ariav, directeur général du Ministère des Finances, et Hezi Kugler, directeur général du Ministère des Infrastructures Nationales, ont écrit récemment à Amos Lasker, PDG d'IEC, l'informant de la décision du gouvernement de permettre aux négociations d'aller de l'avant, conformément à la proposition cadre approuvée plus tôt cette année.

Il y a quelques semaines, le conseil d'administration d'IEC, dirigé par le président Moti Friedman, a approuvé les principes de la proposition cadre. Les pourparlers avec BG Group commenceront dès que le conseil d'administration approuvera l'exemption d'adjudication. ». (Globes, 13 novembre 2008)

Gaza et la géopolitique de l'énergie

L'occupation militaire de Gaza a pour but de transférer la souveraineté des gisements gaziers à Israël, en violation du droit international.

À quoi pouvons-nous nous attendre suite à l'invasion ?

Quelle est l'intention d'Israël en ce qui concerne le gaz naturel de la Palestine ?

Un nouvel arrangement territorial, avec le stationnement de troupes israéliennes et/ou la présence de « forces de maintien de la paix » ?

La militarisation de la totalité du littoral de Gaza, qui est stratégique pour Israël ?

La confiscation pure et simple des gisements gaziers palestiniens et la déclaration unilatérale de la souveraineté israélienne sur les zones maritimes de la bande de Gaza ?

Si cela devait arriver, les gisements gaziers de Gaza seraient intégrés aux installations offshore d'Israël, qui sont adjacentes. (Voir la carte 1 ci-dessus).

Ces diverses installations offshore sont aussi reliées au couloir de transport énergétique d'Israël, qui va du port d'Eilat, le port maritime terminal de l'oléoduc sur la Mer Rouge, au terminal du pipeline à Ashkelon, puis vers Haïfa au nord, et qui pourrait se rejoindre éventuellement le port turc de Ceyhan grâce à un pipeline israélo-turc en projet.

Ceyhan est le terminal du pipeline Transcaspien Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC). « Ce qui est envisagé, c'est de relier le pipeline BTC au pipeline transisraélien Eilat-Ashkelon, aussi connu sous le nom de Tipline d'Israël. » (Voir Michel Chossudovsky, *The War on Lebanon and the Battle for Oil*, Global Research, 23 juillet 2006).

Traduit par Pétrus Lombard, révisé par Fausto Giudice.

Source: [Tlaxcala](#)

1-5 Israël bouleverse les données démographiques des Territoires Occupés.

Israël modifie les facteurs démographiques dans les territoires occupés. Etant donné que la situation sur le terrain devient de plus en plus opaque, nous devons ne pas perdre de vue les présentes infractions d'Israël, puissance occupante responsable de la modification illégale des facteurs démographiques dans les Territoires Occupés dont Jérusalem Est.

A travers la politique israélienne de colonisation, c'est-à-dire de vol des terres palestiniennes, la poursuite de l'extension des colonies de peuplement, la création de soit disant « postes avancés » en raison de « l'infrastructure nécessaire » à l'implantation de citoyens israéliens au coeur des territoires palestiniens, et par la construction du mur [d'Apartheid], Israël construit constamment et illégalement dans les territoires occupés, y compris à Jérusalem Est, tout comme il détruit de façon préméditée les habitations palestiniennes.

Ainsi Israël divise toujours plus les Territoires Occupés en pièces isolées, isole Jérusalem Est du reste des territoires palestiniens, prive d'innombrables familles de leur propre lieu d'habitation et détruit des siècles d'histoire communautaire dans les territoires sous occupation.

La semaine dernière, la puissance occupante a ordonné la « relocalisation » de plus de 90 familles palestiniennes de Sheikh Jarrah (situé à proximité du centre ville de Jérusalem Est). Cette action suivait une décision qui avait été prise dans cette même semaine visant à éloigner 1500 Palestiniens de Al-Bustan (également proche du centre de la ville).

En dépit de toutes les justifications hypocrites, le seul objectif de cette action est la poursuite du vol du territoire palestinien, qui va de pair avec la « nécessaire » expulsion des habitants. Ces actions illégales et provocatrices

de la puissance occupante conduisent à des tensions toujours plus dangereuses, qui déstabilisent encore plus une situation déjà fragile. A cela s'ajoute que les réclamations des habitants et du gouvernement Palestinien sont constamment méprisées.

Nous avons toujours averti de la nécessité d'exposer devant les yeux de la communauté internationale tous ces crimes commis par Israël, même si ce n'est que son « immuable » présence dans les Territoires occupés, et avec celle-ci l'annexion de plus en plus de terres palestiniennes. Cette politique coloniale écrasante, destructrice et raciste viole le droit international — y compris les règles [des nations Unies] sur les Droits Humains.

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies a stipulé clairement dans d'innombrables résolutions que ces activités étaient illégales, faisant référence en cela aux crimes israéliens dans les territoires occupés. Tout cela détruit l'unité revendiquée du territoire palestinien et met en danger la création même d'un état palestinien. Le processus de paix et le consensus international sont en cela une fois de plus voués à l'échec.

La communauté internationale, y compris le Conseil de Sécurité, doit enfin agir et faire clairement cesser cette dangereuse évolution. Israël, en tant que puissance occupante, ne doit pas être autorisé à continuer à mener impunément cette constante violation des règles internationales. La communauté internationale doit obliger Israël à respecter les lois du droit international (dont la 5ème convention de Genève, dans laquelle les obligations des puissances occupantes ont été clairement établies), dans les territoires occupés (dont Jérusalem Est).

L'espoir et la confiance sont les fondements de la paix, mais au vu de ces constantes violations israéliennes du droit international et des Droits Humains contre la population palestinienne depuis l'occupation de 1967, ces deux éléments sont en train de disparaître. La paix et la sécurité au Moyen Orient ne seront pas acquises par le biais de la colonisation, de l'expulsion et du vol de territoires, ni à travers les punitions collectives et l'oppression.

La paix et la sécurité ne peuvent venir que du respect des règles internationales, des droits de l'homme et des nombreuses résolutions de l'ONU. Des actions immédiates sont nécessaires de façon urgente, et elles doivent venir de la communauté internationale et de tous les organismes des Nations Unies, afin de mettre fin à la politique de colonisation d'Israël. Cette politique, qui est totalement contraire à la celle des autres états, est menée à la face du monde. [...]

En raison de tous ces crimes de guerre qui sont du terrorisme d'état aux yeux du droit international, et représentent une violation permanente des droits de l'homme à l'encontre du peuple palestinien, Israël doit en tant que puissance occupante être rendu responsable de ses actes et ses dirigeants doivent être traduits devant un tribunal international.

Freunde Palästinas

12 avril

Traduit de l'allemand par Birgit H.

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6446

1-6 Pascal Boniface : La guerre de Gaza et l'image d'Israël.

Alors que les négociations en cours devraient déboucher sur la constitution du gouvernement le plus à droite qu'ait jamais connu l'Etat d'Israël (malgré la présence pathétique du Parti Travailleiste) de nombreux cadres et responsables de cet Etat s'inquiètent de l'image de leur pays à l'étranger. Il a été décidé de lancer une campagne de communication pour améliorer l'image d'Israël en dehors de ses frontières: 2 millions de dollars devraient être affectés à cette tâche. Il n'est pas certain que cette somme suffise, surtout si un gouvernement dirigé par Benyamin Nétanyahou avec le Parti religieux Shass et le Parti ultra nationaliste laïc Israël Béitanou est au pouvoir en Israël. Tout ceci est l'héritage de la guerre de Gaza. La coalition du Parti Kadima et du Parti Travailleiste a fait l'erreur de lancer la guerre de Gaza pour faire taire les critiques de la droite israélienne accusant le gouvernement d'être impuissant face aux tirs de roquettes de Hamas sur les villes du Sud israélien. Alors que le Premier ministre Olmert se disait prêt à passer un accord avec les Palestiniens, il a choisi la voie de l'affrontement militaire, envoyant ainsi un double message contradictoire. Les électeurs israéliens se sont dit que si une politique de force était nécessaire, il valait mieux l'original que la photocopie et donc voter pour ceux qui prônaient le plus durement l'usage de la force à l'usage des Palestiniens. La coalition gouvernementale a fait la guerre de Gaza pour éviter de donner un avantage électoral à la droite et à l'extrême-droite israélienne, elle leur a en fait ouvert un véritable boulevard.

Cette guerre a également fait des dégâts considérables dans les opinions publiques. Bien sûr, dans les pays arabes où les chaînes satellitaires comme Al Jazeera et Al Arabia ont montré des photos et des images révoltantes des destructions israéliennes, mais également dans les pays occidentaux où l'opinion publique a été ébranlée par le bombardement de populations civiles dans cette prison à ciel ouvert qu'est Gaza.

L'image d'Israël va subir un nouveau contrecoup terrible alors que les dégâts nés de la guerre du Liban sont encore vivaces.

C'est que le capital de sympathie qu'Israël avait dans le Monde occidental a été particulièrement atteint. Tel Aviv peut toujours compter sur le soutien des gouvernements européens et américains, il n'en va pas de même dans les opinions.

Certes, il y a encore quatre Américains sur cinq qui rendent le Hamas responsable du déclenchement du conflit. Mais les reportages, même édulcorés par rapport à ce qu'ont pu voir les téléspectateurs des chaînes arabes, ont montré les destructions et sont venus introduire le doute dans une partie de l'opinion américaine. De nombreuses manifestations ont eu lieu dans les pays européens avec des campagnes de boycott, de protestation et surtout des demandes de traduction en justice internationale des responsables israéliens. Des manifestations culturelles

et sportives concernant Israël ont été boycottées, annulées, ou ont été le théâtre d'incidents. Israël a même établi une liste d'une dizaine de pays susceptibles de créer des problèmes judiciaires aux représentants israéliens en raison de l'opération " Plomb durci ". La Belgique est en tête de liste. L'Étau de la justice internationale se resserre en effet autour des dirigeants israéliens, les plaintes aux origines les plus diverses affluent à l'encontre d'Israël. Si les médias occidentaux ont été relativement discrets pour montrer les horreurs de la guerre, des photos terrifiantes ont largement circulé sur Internet et continueront de circuler longtemps. Cela conduit pour Israël à faire le grand écart, ce qui ne sera pas tenable très longtemps. Les gouvernements européens hésitant à terme entre le soutien à Israël et l'hostilité, non seulement de l'opinion mondiale, mais également de leur propre opinion publique.

Le virage à l'extrême-droite du nouveau gouvernement israélien devrait conduire les gouvernements occidentaux à prendre quelque distance avec Tel Aviv. La présence d'Avidgor Lieberman, aux thèses ouvertement racistes, qui avait évoqué l'utilisation d'armes nucléaires sur la Bande de Gaza devrait susciter quelques remous. Quand on se rappelle des protestations des gouvernements occidentaux suite aux propos d'Ahmadinejad de rayer Israël de la carte, il sera difficile de traiter, comme si de rien était, le nouveau gouvernement israélien. La communication est un enjeu essentiel du pouvoir, mais la meilleure politique de communication possible ne peut remplacer une mauvaise politique. Si Israël veut améliorer son image, ce n'est pas tant par des grandes campagnes de publicité qu'il pourra le faire, mais simplement en changeant de politique et en acceptant une paix que Palestiniens et Arabes lui offrent depuis déjà longtemps.

Pascal Boniface

2 avril 2009

Pascal Boniface, directeur de l'IRIS

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Pascal_Boniface.020409.htm

1-7 John Mearsheimer et Stephen Walt : Le lobby pro-israélien et la politique étrangère US.

Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine porte sur un sujet profondément tabou aux Etats-Unis, celui de l'influence des groupes de pression israéliens sur la politique étrangère américaine au Proche-Orient et dans les pays arabes. Il est l'oeuvre de deux éminents universitaires américains: John J. Mearsheimer, professeur émérite de Sciences Politiques à l'université de Chicago (auteur entre autres de *The Tragedy of Great Power Politics*) et Stephen M. Walt, directeur des études et professeur émérite de Relations internationales à la Kennedy School of Government d'Harvard (auteur lui de *Taming American Power: The Global Response to US Primacy*). Les deux politologues démontrent dans ce livre précis et bien documenté qu'Israël a été le pays au monde qui a le plus bénéficié de l'aide économique, militaire et diplomatique américaine depuis la seconde guerre mondiale. L'Etat hébreu a systématiquement et largement été favorisé, soutenu et défendu par l'Oncle Sam, même sur des questions sensibles comme par exemple le développement illégal de l'arme nucléaire, la colonisation des territoires palestiniens ou la violation des Droits de l'Homme. De fait, depuis 1972, les États-Unis ont mis leur veto à 42 résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU critiquant la politique israélienne, y compris lorsqu'il s'agissait de crimes contre l'humanité ou de crimes de guerre, sans compter les nombreuses autres résolutions affaiblies afin d'éviter la mise en accusation d'Israël, qui de toutes façons multiplie les infractions au Droit international sans être jamais inquiété. Et chaque année, Israël, pays industriel pourtant désormais aussi riche que l'Espagne, continue de recevoir à lui seul plus d'un cinquième de l'aide économique étrangère des États-Unis (soit environ 500 dollars par an et par Israélien), à laquelle il faut ajouter une très importante fourniture d'armes et d'assistance militaire, le Pentagone et Tsahal collaborant étroitement. Plus radicalement, les auteurs affirment entre autres que George W. Bush est entré en guerre contre l'Irak de Saddam Hussein à la demande d'Ariel Sharon et de ses affidés au Pentagone tels Paul Wolfowitz, même si ce n'est pas l'unique facteur, et qu'Al-Qaeda est à l'origine une émanation conjointe des services secrets israélo-américains. De même pour les conflits comme la récente guerre au Liban ou les menaces de guerre nucléaire avec l'Iran qui, sous couvert de lutte contre le terrorisme islamique, sont les résultats de la désastreuse politique commune entre israéliens et américains. Enfin les deux chercheurs n'hésitent pas à dénoncer pour leur partialité en faveur d'Israël les grands médias américains, qu'ils soient journaux ou télévisions de tous bords politiques.

Adoptant un point de vue résolument réaliste, Stephen Walt et John Mearsheimer estiment que l'Etat juif est plus un fardeau qu'un atout stratégique pour les Etats-Unis car la protection zélée de Washington, qui va jusqu'à compromettre la sécurité de l'ensemble des pays occidentaux, est extrêmement dangereuse, politiquement contre-productive, et stratégiquement néfaste tout autant à l'intérêt national américain qu'à celui d'Israël et à la paix dans le monde. (Entre parenthèses, il serait intéressant de connaître sur ce sujet l'avis du très atlantiste et très pro-israélien Nicolas Sarkozy, nouveau "caniche" européen de George W. Bush, et de son ministre des affaires étrangères Bernard Kouchner, qui viennent tout juste d'aligner sans aucun complexe la politique étrangère de la France précisément sur celle de l'administration Bush.)

Le soutien indéfectible et irraisonné des États-Unis à Israël ne peut s'expliquer ni par des intérêts stratégiques communs ni par des impératifs moraux, estiment les deux auteurs. Arguments, chiffres et documents incontestables à l'appui, ils démontrent clairement qu'un puissant lobby pro-israélien -- représenté notamment par l'America Israel Public Affairs Committee (AIPAC, 100.000 membres actifs), quelques autres organisations juives de droite et d'influents cercles de réflexion comme entre autres la Brooking Institution -- exerce une influence considérable dans tous les secteurs, de l'administration aux médias en passant par l'université, et travaille

activement à l'orientation de la politique étrangère américaine. Ce lobby est soutenu par les nombreux néoconservateurs et chrétiens évangéliques fondamentalistes -- tels ceux de Chrétiens Unis pour Israël (pour qui la "renaissance" d'Israël s'inscrit dans un dessein biblique) -- tous fervents sionistes largement représentés dans l'administration Bush. Mearsheimer et Walt estiment en fine que, s'il n'en allait de la sacro-sainte sécurité de la Jérusalem juive, l'Amérique de George W. Bush ne serait aujourd'hui pas autant exposée aux menaces terroristes venant de Syrie, d'Irak, d'Iran et de la plupart des pays islamistes, voire simplement arabo-musulmans. "Israël n'a pas le poids stratégique que les États-Unis mettent en avant. Israël a pu avoir un poids stratégique pendant la guerre froide, mais il est devenu un handicap grandissant maintenant que celle-ci est terminée", écrivent-ils, ajoutant que "Le soutien inconditionnel à Israël a renforcé l'antiaméricanisme dans le monde, a contribué à alimenter le problème de terrorisme pour les États-Unis, et a affaibli les liens avec des alliés en Europe, au Proche-Orient et en Asie". En conclusion, ils prônent un changement radical de politique envers Israël. La thèse de Stephen Walt et John Mearsheimer ne présente guère d'éléments nouveaux pour les observateurs de la politique étrangère américaine, la réalité des chiffres et des actes étant difficile à nier. Elle n'a cependant pas échappé à une violente vague de réactions hostiles et de commentaires haineux dans les médias, sans parler des "punitions" (Stephen Walt a par exemple été "démissionné" de son poste de doyen). La polémique tient sans doute au fait qu'il ne s'agit pas d'un simple pamphlet anti-Israélien mais d'un très sérieux essai politique rédigé par des intellectuels américains réputés et de plus responsables d'études sur ces questions dans des universités prestigieuses. L'article à l'origine du livre, prévu initialement pour être publié par la revue américaine *Atlantic Monthly* qui l'avait commandé en 2002, a été refusé par toutes les revues américaines lorsqu'elles ont pris connaissance du propos. Il a pu être publié quelques jours en mars 2006 sur le site web de la Fac de Droit d'Harvard mais a été précipitamment retiré sous la pression des donateurs et sponsors de l'université. C'est la *London Review of Books*, vénérable revue littéraire et intellectuelle britannique lue par l'intelligentsia libérale éclairée, qui a finalement eu le courage de publier l'article en version abrégée au printemps 2006, provoquant un énorme tollé. Pas un éditorialiste américain, du *Los Angeles Times* au *Washington Post* en passant par le *New York Times* ou *The New Republic*, sans parler du virulent Daniel Pipes qui diffuse dans tous les médias néo-conservateurs sa propagande sioniste, qui n'ait pris position, le plus souvent pour condamner l'essai de façon méprisante et accuser les deux auteurs d'antisémitisme quant ce n'est pas de pure et simple démente. Certains ont été jusqu'à parler d'un nouveau Protocole des sages de Sion, en référence au célèbre faux antisémite. La plupart des commentaires de la presse ne portaient généralement pas sur les questions soulevées par l'article mais sur les "intentions" de Stephen Walt et John Mearsheimer. Globalement, le ton de la presse a été celui donné par Eliot Cohen dans le *Washington Post*: "Si, par antisémitisme, on entend des croyances hostiles irrationnelles et obsessionnelles sur les Juifs; si on les accuse de manque de loyauté, de subversion et de trahison, d'avoir des pouvoirs occultes et de participer à des tractations secrètes pour manipuler les institutions et les autorités gouvernementales; si quelqu'un liste systématiquement tout ce qu'il y a d'injuste, de laid et de faux chez les Juifs pris individuellement ou collectivement et en même temps exclut systématiquement toute information à leur décharge, alors oui, cet article est antisémite". Le mois dernier encore, alors qu'ils devaient parler devant le *Chicago Global Affairs Council*, la réunion avec Walt et Mearsheimer a été annulée au dernier moment pour "protéger l'institution". Certains critiques courageux comme David Remnick dans *The New Yorker* ont toutefois jugé qu'il n'y avait pas lieu de crier à l'anti-sémitisme et qu'un débat sur le sujet était nécessaire, même s'il est très improbable qu'un tel débat ait lieu pendant l'actuelle campagne pour l'élection présidentielle américaine.

En brisant le tabou sur l'alliance israélo-américaine, les deux intellectuels ont pris le risque de voir briser leur carrière et leur réputation par les groupes de pression qu'ils dénoncent. Ils déplorent l'impossibilité de débattre des relations israélo-américaines, un aspect pourtant central des relations extérieures de la première puissance mondiale, sans se voir systématiquement affublé d'une casquette d'antisémite ou de juif renégat. "Nous ne développons pas une position extrémiste. Notre livre ne met pas en question le droit d'Israël à exister et ne dépeint pas les groupes pro-Israéliens comme faisant partie d'une espèce de conspiration contrôlant la politique étrangère des États-Unis. Au contraire, il décrit ces groupes et ces individus -- des juifs et des non-juifs -- comme un groupe d'intérêt dont les activités ne sont pas très différentes du lobby des armes, du lobby agricole ou d'autres lobbies ethniques", se défendent-ils.

Le lobby pro-Israélien et la politique étrangère américaine de John Mearsheimer et Stephen Walt est publié simultanément par les éditions Farrar Strauss & Giroux (États-Unis), Campus (Allemagne), Kodansha (Japon), Atlas (Hollande), Penguin (Royaume-Uni), Mondadori (Italie) et La Découverte (France).

[Noël Blandin,](mailto:Noël.Blandin@republique-des-lettres.fr)

<http://www.republique-des-lettres.fr/10050-mearsheimer-walt.php>

1-8 Les langues continuent à se délier sur l'influence du lobby sioniste aux États-Unis.

Les effets de l'ouvrage de [John Mearsheimer et Stephen Walt](#) ne cessent de se manifester aux États-Unis où les langues de hauts responsables se délient au sujet de l'influence du lobby sioniste sur la politique de leur pays. Ces hauts responsables ne sont ni antisémites, ni même particulièrement hostiles à l'entité sioniste. Simplement, ils aimeraient que la politique étrangère de leur pays soit conçue d'abord en fonction des intérêts de ce dernier. Ce qui, selon eux, n'est apparemment pas le cas.

Après [Chas Freeman](#), c'est au tour de John Gunther Dean, un ancien ambassadeur des Etats-Unis, de se livrer à des accusations contre l'entité sioniste, dont celle d'avoir attenté à sa propre vie et à celle de sa famille à Beyrouth en 1980. Son tort ? Avoir noué des contacts avec l'Organisation de Libération de la Palestine.

Dans cette époque nouvelle (et ultime avant sa disparition) qui s'annonce pour le sionisme, il ne restera aux partisans de Sion, outre la force brutale, que le black-out sur les informations qui pourraient choquer les opinions occidentales et la propagande (en général sous couvert « d'experts » agréés par les ambassades sionistes).

Après l'accusation portée par Chas Freeman sur le blocage de sa nomination comme chef du National Intelligence Council par un « lobby israélien, » les mémoires en instance de publication d'un autre éminent ambassadeur ajoutent de nouvelles accusations fracassantes au débat. L'ambassadeur John Gunther Dean écrit que, au cours des années, il n'a pas seulement fait l'objet de pressions de la part d'organisations pro israéliennes et d'officiels à Washington mais qu'il a été aussi visé par une tentative d'assassinat inspirée par Israël en 1980 au Liban où il avait inauguré des liens avec l'Organisation de Libération de la Palestine.

Les soupçons de Dean selon qui des agents Israéliens auraient aussi pu être impliqués dans le mystérieux accident d'avion qui avait tué en 1988 le général Zia ul Haq, président du Pakistan, avait finalement abouti à la décision par Washington de le déclarer inapte psychologiquement, ce qui l'avait contraint à se retirer des affaires étrangères après trente ans de carrière. Après son retrait du service public, il a été réhabilité par le Département d'Etat, décoré pour ses états de services et finalement encouragé à écrire ses mémoires. Agé maintenant de 82 ans, Dean considère les attentions positives dont il a fait l'objet comme prouvant que les accusations d'aliénation mentale (qu'il qualifie de staliniennes) étaient fausses, supposition qui sera confirmée ultérieurement par un ancien directeur du service médical du Département d'Etat.

Dean, dont les mémoires sont intitulées « Zones de Danger: le combat d'un diplomate pour les intérêts de l'Amérique, » était ambassadeur des Etats-Unis au Liban en août 1980 quand un convoi de trois voitures qui le transportait avec sa famille avait été attaqué près de Beyrouth.

« J'avais été la cible d'une tentative d'assassinat par des terroristes qui utilisaient des fusils automatiques et des armes anti tank fabriqués aux USA et livrés à Israël, » écrit-il. « Des armes payées par les Etats-Unis et fournies à Israël étaient utilisées dans la tentative d'assassiner un diplomate Américain ! » Après cet événement, les théories conspirationnistes avaient fleuri au Moyen orient sur l'identité des organisateurs possibles de l'attentat et de ses motifs. Le Liban était dangereusement divisé en factions.

Le Département d'Etat avait enquêté, explique Dean qui n'a jamais été informé des résultats obtenus. Il écrit « avoir été au téléphone pendant trois semaines » pour ne rencontrer qu'un mutisme officiel à Washington. Depuis, Dean a appris d'experts en armement aux Etats-Unis et au Liban que les armes et les munitions utilisées pour l'attentat avaient été données par les Israéliens à une milice chrétienne alliée avec eux.

« Je sais avec une certitude absolue que le Mossad, le service de renseignements israélien, était impliqué à un niveau ou à un autre dans l'attentat, » écrit Dean qui rappelle les sévères critiques qu'il a subies de la part des politiciens et des médiats israéliens pour ses contacts avec les Palestiniens. « Sans aucun doute, notre allié israélien a essayé de me tuer en se servant d'un intermédiaire. »

Les mémoires de Dean, qui doivent être publiées en mai pour le compte de l'Association for Diplomatic Studies et des Training Memoir Series par New Academia Publishing, ont été lus et approuvés pour publication par le Département d'Etat avec seulement quelques changements mineurs, ne touchant pas aux points les plus importants soulevés par Dean. Le fil conducteur de son livre est que la diplomatie américaine devrait servir les intérêts américains, non ceux d'un autre pays même ami. Juif dont la famille avait fui l'holocauste, Dean avait mal vécu ce qu'il percevait comme le présupposé, même chez certains élus du Congrès, qu'il promouvrait les intérêts d'Israël dans sa mission d'ambassadeur.

Dean, qui parle français couramment, a commencé sa carrière diplomatique en ouvrant des missions américaines dans les nations nouvellement indépendantes d'Afrique occidentale au début des années 1960 avant de servir au Vietnam (ou il se considérait lui-même comme un « dissident loyal ») et fut ambassadeur au Cambodge (d'où il emporta le drapeau américain devant l'avancée Khmer Rouge), au Danemark, au Liban, en Thaïlande (où Chas Freeman fut son adjoint) et en Inde. On lui doit d'avoir évité un bain de sang au Laos dans les années 1970 en négociant un gouvernement de coalition incluant les communistes et les partis non communistes.

A l'occasion, c'était un diplomate qui provoquait le débat, n'hésitant pas à contredire ses supérieurs, et il prit souvent – et prend encore – des positions à contre courant. Il a toujours pensé, par exemple, que les Etats-Unis auraient dû essayer de négocier avec les Khmers Rouges au lieu de laisser le Cambodge dominé par leur horrible brutalité.

Ambassadeur en Inde dans les années 1980, il avait soutenu la politique de Rajiv Gandhi, le premier ministre de l'époque, consistant à aboutir à une sorte de coalition neutre en Afghanistan qui aurait pu empêcher l'instauration d'un Etat fondamentaliste islamique par les Moudjahidin armés par les USA et le Pakistan. Plusieurs années après le retrait soviétique d'Afghanistan, l'Inde continua à appuyer Najibullah, un brutal chef de la sécurité communiste que les troupes soviétiques en retraite avaient laissé derrière elles. Après l'avancée des Moudjahidin sur Kaboul, Najibullah avait refusé une proposition onusienne de sauf conduit pour l'Inde. Il fut abattu et son corps pendu à un lampadaire.

C'est au milieu de la phase finale du rôle des Soviétiques en Afghanistan que Dean s'est heurté au Département d'Etat pour la dernière fois. Après la mort du général Zia en août 1988, dans un accident d'avion qui avait également causé la mort d'Arnold Raphael, l'ambassadeur US au Pakistan, Dean a appris par de hauts responsables à New Delhi que le Mossad pouvait être à l'origine de l'accident au cours duquel le pilote et le copilote avaient été apparemment neutralisés ou ont perdu le contrôle de l'appareil. Des soupçons existaient

également sur un rôle éventuel de membres du Research and Analysis Wing, l'équivalent indien de la CIA. Israël et l'Inde s'inquiétaient des travaux du Pakistan sur l'arme atomique – la « bombe islamique. » Dean était si préoccupé par ces informations, et la tentative du Département d'Etat de bloquer une enquête exhaustive du FBI sur le crash au Pakistan qu'il décida de rentrer à Washington pour des consultations directes. Au lieu des réunions qu'on lui avait promises, il fut informé que sa mission en Inde était terminée. Il fut envoyé en virtuelle assignation à domicile en Suisse dans une maison appartenant à la famille de son épouse Française, Martine Duphenieux. Six semaines plus tard, il était autorisé à rentrer à New Delhi pour récupérer ses biens et rentrer à Washington où il donna sa démission.

Soudainement, son dossier médical fut nettoyé et ses autorisations de sécurité rétablies. Il fut désigné pour la Distinguished Service Award et reçut une lettre de félicitations du Secrétaire d'Etat George Shultz. « Des années plus tard, » écrit-il dans ses mémoires, « j'ai appris qui avait ordonné le diagnostic d'inaptitude mentale à mon endroit. C'était le même homme que celui qui m'avait congratulé avec tant d'effusions après mon départ – George Shultz. »

Interrogé par téléphone la semaine dernière à son domicile parisien sur les motifs de George Shultz, Dean a seulement répondu, « Il a été forcé de le faire. »

dimanche, avril 05, 2009

[Barbara Crossette](#),

The Nation (USA) 31 mars 2009,

Traduit de l'anglais par Djazaïri

mounadil.blogspot.com/2009/04/les-langues-continuent-se-delier-sur.html

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

2-1 Adrie Nieuwhof : De plus en plus de multinationales désinvestissent des colonies israéliennes.

Le mouvement en Europe qui exerce une pression sur les entreprises qui profitent de l'occupation prend de l'ampleur. Ces derniers mois, les militants européens, palestiniens et israéliens ont gagné des victoires importantes dans le cadre de l'appel de 2005 de la société civile de Palestine pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions (le BDS) contre l'Israël.

Début octobre, « Barkan Wineries » une filiale de « Tempo Beer Industry Ltd », a décidé de se désengager d'une colonie illégale dans le « Barkan Industrial Park ». Dutch Heineken contrôle 40% de Tempo Beer et en tant que signataire du « United Nations Global Compact » [Pacte Mondial des Nations Unies], il a promis de soutenir et de respecter la protection des droits de l'Homme formellement proclamé et de garantir de ne pas être complice d'abus des droits de l'Homme. Selon l'organisation palestinienne des droits de l'Homme Al-Haq, Heineken a joué un rôle positif dans cette décision en adhérant aux politiques sociales du groupe.

« Diakona Suède » a publié un rapport en octobre très critique sur le Suédois Assa Abloy, propriétaire de Mul-T-Lock qui a une unité de production dans le Barkan Industrial Park. Assa Abloy a réagi à ce rapport en décidant le retrait de l'unité de production, et a exprimé son « regret que l'inconvenance n'a pas été remarqué intérieurement, durant les huit années d'exploitation, pour avoir disposé d'une unité de production en Cisjordanie. »

L'attention médiatique en Suède sur la décision d'Assa Abloy a prit un tour inattendu. Les journalistes ont contacté Diakonia pour savoir si d'autres entreprises avaient des activités dans des colonies illégales israéliennes. Suite à cela Soda Stream a été mis en cause, parce que leurs machines produisant des boissons gazéifiées sont en partie fabriqués dans des colonies illégales en Cisjordanie. Joahn Kallinge, directeur générale d'Empire Company, qui vend les machines en Suède, a dit à la presse qu'il n'était pas au courant que Soda Stream avait une usine dans une colonie en Cisjordanie. Il a aussi ajouté qu'Empire Compagny ne souhaitait pas que leurs produits Soda Stream soient fabriqués là-bas. Le ministère des affaires étrangères suédois a fait savoir que « l'opinion du gouvernement suédois est qu'établir des entreprises, ou avoir des liens avec des entreprises dans les colonies est inapproprié. »

En outre, Veolia a été attaqué alors qu'il répondait à un appel d'offre pour un contrat important de huit ans pour la région de Stockholm. Des hommes politiques ont proclamé à la télévision pendant une heure de grande écoute qu'ils voulaient que Veolia soit exclu de l'appel d'offre à cause de la participation de l'entreprise dans un projet israélien de tramway qui traverse illégalement le territoire palestinien.

Fin novembre, le Scottish Palestine Solidarity Campaign (la Campagne de Solidarité Écossaise avec la Palestine) a annoncé que l'Israeli Eden Springs, une entreprise de refroidissement de l'eau, a fermé son dépôt dans l'est de l'Écosse après avoir perdu des « centaines de contrats » à travers l'Écosse. Un nombre important d'organisations ont voté pour un boycott d'Eden Springs, parce qu'il a enfreint des lois internationales. En ont ainsi décidé des conseils régionaux, Watt Université, Stevenson College, le Scottish Council of Voluntary Organisations (le Conseil Écossais des Organisations Bénévoles), des syndicats, et des associations d'étudiants. La fermeture du dépôt Eden Springs et sa perte de contrats a eu beaucoup d'écho dans l'industrie et est en partie due à la campagne publicitaire déterminé du Scottish Palestine Solidarity Campaign.

Le 27 novembre, le United Civilians for Peace (UCP - les Citoyens Unis pour la Paix) en Hollande a annoncé que la multinationale anglo-hollandaise Unilever a déclaré qu'elle allait désinvestir de l'entreprise Beigel and Beigel

située dans le Barkan Industrial Park (le centre industriel de Barkan). Unilever a une part de 51% dans l'entreprise de bretzel et snacks. La décision est venue après qu'un dialogue constructif ait été engagé par UCP avec Unilever à propos de leur présence à Barkan examiné dans un rapport de recherche intitulé « Improper Advantage : A study of Unilever's in an illegal Israeli settlement » ("Un Avantage Injuste : L'étude de l'investissement d'Unilever dans une colonie illégale israélienne")

C'est important d'informer toutes les entreprises sur le fait que l'appel du BDS va être maintenu jusqu'à ce qu'Israël arrête toute transgression de la loi internationale. Certaines entreprises ont décidé de cesser leurs activités dans les colonies israéliennes pour essayer de limiter les dégâts subis par leur image de marque, mais d'autres ignorent leur responsabilités. L'exemple le plus flagrant est celui de Veolia et Alstom, qui ont été informés depuis des années qu'ils se rendaient complices des transgressions de la loi internationale à cause de leur participation dans le tramway de Jérusalem. Bien qu'ils résistent à tous les efforts venant des militants, la pression mise sur Eden Springs en Écosse a démontré que la société civile européenne ne laissera pas les entreprises échapper à leurs responsabilités.

Adri Nieuwhof - BDS

* Adri Nieuwhof est un consultant et un militant pour les droits de l'Homme

Consultez également : le [Site du BDS Global Movement](#)

mardi 16 décembre 2008 - 07h:36

3 Annexe

Spécial Avigdor Lieberman

3-1 Maude Girard : Tel le sphinx qui renaît de ses cendres, Lieberman est le nouveau ministre des Affaires étrangères.

Portrait d'un politique qui terrifie et déconcerte.

« Cet Etat a besoin d'un propriétaire et d'un patron » « J'ai toujours été dérangeant et controversé ; pour moi, ce qui est dérangeant est positif ».

Dérangeant, il l'est, il en fait même son cheval de bataille.

A 48 ans, Avigdor Lieberman doit son succès à son imposante carrure et à ses discours extrémistes qui séduisent une partie importante de la population parmi le million d'immigrés russes, mais aussi chez les laissés-pour-compte d'Israël, abandonnés par un parti travailliste qui n'est plus celui des kibboutz et du socialisme.

Ministre en 2001, démissionnaire en 2002, re-ministre de 2003 à 2004 avant d'être remercié par Ariel Sharon pour son opposition au plan de désengagement de la bande de Gaza, Lieberman retrouve un portefeuille en 2006 dans le gouvernement d'Ehud Olmert. Il quitte ses fonctions en

janvier 2008, après avoir rompu avec Kadima. Souvent qualifié d'ultranationaliste et de fasciste, Lieberman sait aussi nouer des alliances, que ce soit avec le Likoud de Netanyahu, dont il fut le directeur de cabinet, ou le parti Kadima. Originaire de Moldavie d'où il a émigré en 1978, à l'âge de 20 ans, ancien videur de boîte de nuit, Lieberman est entré en politique il y a une dizaine d'années après avoir accompli un service militaire obscur dans l'artillerie. D'abord directeur de cabinet de Benyamin Netanyahu, dans les années 1990, il devient rapidement ministre dans les gouvernements d'Ariel Sharon.

L'actuel chef d'Israël Beiteinou (Israël, notre maison), désormais troisième force politique du pays — devant les travaillistes — avec 15 sièges à la Knesset, a autant de surnoms et de pseudonymes péjoratifs : « le diable », « Raspoutine », « KGB ». L'homme qui terrifie la gauche israélienne, et une bonne partie du monde, a de qui tenir.

En marge de ses considérations nucléaires, qui semblent trouver un large écho dans la communauté russophone, le patron de Beiteinou ne cache pas son admiration pour la façon avec laquelle Vladimir Poutine a « réglé le problème tchétchène ». Célèbre pour ses déclarations anti-arabes, il compte l'Égypte parmi ses plus fervents ennemis. Il avait jadis préconisé d'utiliser la bombe atomique contre Téhéran et contre le barrage d'Assouan en Égypte, et n'avait pas manqué de recommander au président Hosni Mubarak d'aller « en enfer » s'il refusait de se rendre en visite officielle en Israël. Opposé au retrait de Gaza et à la paix avec l'Égypte et la Jordanie, il surnomme en Israël les députés arabes de la Knesset « le département de la terreur ». Inutile de préciser, alors, combien sa nouvelle prise de fonction en tant que ministre des

Affaires étrangères a suscité de vives réactions d'effroi. Son idéal politique s'articule autour d'un pouvoir fort laïque, et d'un premier ministre très influent, presque sans limites. Une idéologie qui jure, pourtant, lorsqu'il déclare dans un hébreu hésitant, marqué par un fort accent russe : « Je suis en faveur de la démocratie, mais quand il y a une contradiction entre la démocratie et les valeurs juives, les valeurs juives et sionistes sont plus importantes ». David Grossman, écrivain, résume bien le redoutable manœuvrier.

Pour lui, Lieberman n'est autre qu'un « pyromane promu au rang de chef pompier ».

Maude Girard

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2009/4/1/doss3.htm>

10-2 Avigdor Lieberman affirme qu'Israël n'est pas lié par Annapolis...

Israël n'est pas lié par une promesse faite en novembre 2007 à Annapolis par son Premier ministre d'alors, Ehud

Olmert, d'oeuvrer à la création d'un Etat palestinien, estime le nouveau ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman.

Un proche de Benjamin Netanyahu a déclaré que ces propos traduisaient assez largement l'opinion du nouveau Premier ministre israélien dont le gouvernement de coalition dominé par la droite a été investi mardi par la Knesset.

Un conseiller du président Abbas, qui a participé dans le Maryland à la conférence de paix d'Annapolis sous l'égide de l'ex-président américain George Bush, a réclamé que les propos de Lieberman soient désavoués sur-le-champ par l'administration de Barack Obama.

Avigdor Lieberman, leader du parti d'extrême droite Yisraël Beïtenu, a affirmé que la déclaration commune d'Olmert et Abbas en faveur de "deux Etats, Israël et la Palestine, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité", n'avait "aucune validité".

"Le gouvernement israélien n'a jamais ratifié Annapolis, pas plus que la Knesset", a-t-il fait valoir, en précisant qu'Israël était en revanche attaché à la "feuille de route" pour la paix mise au point en 2003 par un "quartet" de médiateurs internationaux dont les Etats-Unis.

Ce document fixe lui aussi l'objectif d'aboutir à un Etat palestinien mais à condition que l'Autorité palestinienne mette au pas les groupes armés radicaux, qui tiennent actuellement la bande de Gaza. Israël s'engage de son côté à geler ses activités de colonisation - ce qu'il n'a pas fait.

Interrogé sur les propos de Lieberman, un responsable du Likoud de Netanyahu a déclaré : "Il n'y a pas de problème avec cela. Il prend ses distances avec Annapolis, comme le gouvernement avait l'intention de le faire." Depuis qu'il a été chargé par le président Shimon Peres de former un gouvernement après des élections indécises provoquée par la démission d'Olmert pour cause de scandales financiers, Benjamin Netanyahu a pris soin de ne pas de prononcer en faveur d'un Etat palestinien.

Cherchant à rassurer Etats-Unis et Europe, pour lesquels il n'y a de solution au conflit israélo-palestinien qu'avec deux Etats, Shimon Peres avait souligné lundi que le gouvernement Netanyahu avait repris à son compte tous les engagements internationaux d'Israël - sous-entendu y compris Annapolis.

Nabil Abou Rdaïnah, porte-parole d'Abbas, a estimé que les propos d'Avigdor Lieberman constituaient "un défi à la communauté internationale et aux Etats-Unis, qui ont adopté la solution à deux Etats".

"Les Etats-Unis doivent prendre une position claire contre cette politique avant que les choses n'empirent et la communauté internationale doit répondre à ces provocations susceptibles de saper la sécurité et la stabilité de la région", a-t-il ajouté. Lieberman estime que des concessions avec les Palestiniens mèneraient à la guerre. Tout juste devenu chef de la diplomatie israélienne, le leader israélien d'extrême droite Avigdor Lieberman a déclaré qu'accepter des concessions dans le cadre du processus de paix avec les Palestiniens mènerait l'Etat hébreu à la guerre.

Devant les diplomates embarrassés qui assistaient à la passation de pouvoirs à Jérusalem, la ministre sortante des Affaires étrangères, la centriste Tzipi Livni, a interrompu le dirigeant d'Israël Beïtenou pour exprimer son désaccord avec lui.

Le nouveau gouvernement israélien, une coalition hétéroclite marquée très à droite, a été investi mardi soir par les députés de la Knesset.

Avant le vote, le Premier ministre désigné Benyamin Nétanyahou, chef du Likoud (droite nationaliste), a promis de rechercher la paix avec l'ensemble du monde arabe et musulman.

M. Nétanyahou s'est aussi engagé devant le Parlement israélien à rechercher un "accord permanent" avec les Palestiniens leur accordant "toute l'autorité nécessaire pour se gouverner eux-mêmes". Mais il n'a pas approuvé explicitement la création d'un Etat palestinien, qui est un objectif clé de la diplomatie américaine et de la communauté internationale.

1er avril

<http://www.aloufok.net/spip.php?article386>

10-3 Lieberman est «une menace stratégique pour Israël»

C'est ainsi qu'un député travailliste israélien qualifie le ministre des affaires étrangères Avigdor Lieberman, qui rejette la conférence d'Annapolis et refuse de rendre le Golan aux Syriens.

«Comme un éléphant dans un magasin de porcelaine». C'est en ces termes que le député travailliste israélien Ofer Pines-Paz a qualifié les propos du nouveau ministre des affaires étrangères, l'ultranationaliste Avigdor Lieberman, allant même jusqu'à le qualifier de «*menace stratégique pour Israël*».

Dès son entrée en fonction le nouveau chef de la diplomatie israélienne a tenu un discours dur envers les palestiniens et les Syriens. Des propos qui pourraient enterrer les espoirs de paix.

Rejet d'Annapolis

Sur la question palestinienne Avigdor Lieberman a affirmé hier que son pays n'était en aucune façon lié par le sommet d'Annapolis. Cette conférence qui a eu lieu l'année dernière, avait pour but d'accélérer la création de l'Etat palestinien. La solution des «deux Etats» ne semble pas s'imposer dans l'esprit de l'ultranationaliste, qui défend notamment la colonisation.

Washington a réagi en rappelant son attachement à la création de l'Etat palestinien. Hillary Clinton doit rencontrer Lieberman très prochainement. Le soutien des Etats-Unis reste indispensable pour Israël.

L'opposition israélienne, désormais incarnée par Tzipi Livni, a elle aussi donné de la voix. La chef de Kadima (centre-droit) a pressé le Premier ministre Benyamin Netanyahu de désavouer son chef de la diplomatie. Mais

pour le ministre de l'Environnement, Gilad Erdan, un proche de Netanyahu, les déclarations de Lieberman «*ne sont pas différentes, dans une certaine mesure, des positions du Likoud (le parti de Netanyahu). C'est aussi ce que pensent la majorité des Israéliens*».

Pas de restitution du Golan

Sur les relations avec la Syrie, Avigdor Lieberman a aussi jeté un pavé dans la mare, en excluant tout retrait du Golan. C'est une rupture avec le principe de «la paix en échange de la terre» qui est à la base des négociations avec les pays arabes depuis la conférence internationale de Madrid en 1991. Lieberman affirme ce matin que «*la paix ne sera atteinte qu'en échange de la paix*».

Damas veut récupérer la totalité du plateau du Golan, qui surplombe le nord d'Israël, conquis en 1967 et annexé en 1981 par l'Etat hébreu. La presse de Damas s'en est pris au gouvernement de Benjamin Netanyahu, le journal Tchrine le qualifiant de «*cabinet raciste par excellence*». Il «*poursuivra sur la voie des gouvernements précédents qui ont tous rejeté la paix et lancé des agressions*»

<http://www.liberation.fr/monde/0101559815-lieberman-est-une-menace-strategique-pour-israel>

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Ahmed Louffi : Israël a tout fait pour liquider les intellectuels palestiniens.

...surtout de gauche, dans ses tentatives d'oblitérer la mémoire et l'identité de cette nation.

Nous sommes dans le temps légitimes de l'indignation et de la dénonciation du massacre, mais je ne me résigne jamais à donner au destin humain l'apocalypse pour issue. Je crois qu'il faut partir du projet impérialiste et colonialiste qui a été mené en Palestine, sous couvert de la création ex nihilo d'un Etat d'Israël, pour le contrecarrer. Un des crimes israélien, c'est-à-dire le sionisme comme pont avancé de l'occident a été de tenter d'étouffer les voix palestiniennes. Et pas n'importe lesquelles, les voix de gauche, les voix communistes, celles qui combattaient tout en cherchant une issue humaine,, internationaliste. Il n'y a pas eu qu'Henri Curriel d'assassiné, voici l'histoire de Ghassan Kanafani racontée par el Arham, l'hebdomadaire égyptien en langue française. S'il était un projet auquel j'aimerais participer ce serait celui de la renaissance et de la connaissance de cette culture palestinienne, ce serait une oeuvre de vie sur la volonté de mort.

Assassiner la culture palestinienne

Beyrouth, juillet 1972 ... une bombe est placée dans la voiture de Ghassan Kanafani.

Elle explose. L'écrivain palestinien est tué, lui et sa nièce de 17 ans. Une opération du Mossad, comme l'ont dénoncée les Palestiniens et que les Israéliens ont par la suite reconnue après une série de mensonges cousus de fil blanc. L'assassinat de Kanafani a ceci de significatif qu'il a été l'un des premiers à dévoiler un plan israélien d'éliminer les intellectuels palestiniens et liquider en général la gauche. Un stratagème qui entre dans le cadre d'un effacement de l'identité palestinienne, toujours voulu depuis l'usurpation de la Palestine par les sionistes en 1948. Historiens et analystes soulignent ainsi que l'attentat contre Kanafani rappelle ceux dits de la « vengeance de Munich », alors que la prise d'otages des Jeux Olympiques (JO) de Munich a eu lieu après son assassinat, ce qui pousse à demander si la volonté de liquider les intellectuels palestiniens ne daterait pas d'avant Munich. Dans un rapport officiel, Israël a admis que ses agents du Mossad avaient assassiné le romancier, auteur de nouvelles et dramaturge palestinien. Le journal israélien Yediot Aharonot a publié le rapport d'Eitan Haber, qui a révélé des informations sur l'assassinat de Kanafani et d'autres opérations qu'Israël a effectuées. Haber, qui fut porte-parole du premier ministre israélien assassiné, Ytzhak Rabin, et l'homme qui écrivait ses discours, a publié un livre avec Michael Bar Zohar, intitulé La Poursuite du Prince rouge. Le Yediot Aharonot indique qu'après qu'un groupe de Palestiniens a enlevé 11 athlètes israéliens qui participaient aux JO de Munich, la police allemande a tué certains des Palestiniens et tous les athlètes israéliens. Haber a indiqué que les Allemands, encouragés par Israël, n'ont pas eu l'intention de libérer les otages. « Les policiers allemands ont attendu à l'aéroport et ont ouvert le feu sur le groupe de Palestiniens et leurs otages », écrit Haber, deux ans après l'incident. Il a été révélé que tous ceux qui ont été tués l'ont été par les snipers allemands, démentant un gros mensonge véhiculé par Israël, et même par l'Occident, selon lequel ce sont les Palestiniens qui les avaient tués. « Pourtant, le premier ministre israélien de l'époque, Golda Meir, a publié un ordre pour former un comité ministériel afin d'assassiner des personnalités palestiniennes et se venger », ajoute Haber.

Le comité a été formé et était composé des personnalités israéliennes suivantes : Moshé Dayan, qui était ministre israélien de la Défense, le ministre des Affaires étrangères Yigal Alon, le ministre sans portefeuille Yesrael Galilee, le chef du Mossad Zfika Zamir, les conseillers aux Renseignements de Meir, Aharon Yarif et Rahbaam Zeevi, qui a été assassiné par un groupe de Palestiniens en 2001, alors qu'il se trouvait à l'hôtel Hayat à Jérusalem. Un autre Palestinien qui a été assassiné, bien qu'il n'ait eu aucun lien avec l'incident de Munich, fut le professeur Basel Al-Kabeesy, qui a été abattu à Paris en mars 1973. Autre crime dans la série israélienne contre les intellectuels palestiniens, Kamal Nasser (1925-10 avril 1973). C'était un homme politique et un poète. Membre important de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), il meurt assassiné par le Mossad, au côté d'Abou-Youssef et de Kamal Adouan lors de ce massacre de Beyrouth en 1973. Sa biographie est significative. Kamal Nasser est né à Bir Zeit en 1925. Chrétien, il est, avant le partage de la Palestine, fiancé à une juive. Il étudie à l'Université américaine de Beyrouth et enseigne le droit à Jérusalem. Il est aussi journaliste. Il intègre le parti

Baas et est directeur de publication du journal Al-Baas à Ramallah. Il compose aussi pour Al-Jil al-jadid, un périodique littéraire.

Entre-temps, la déclaration d'indépendance de l'Etat d'Israël est faite et la guerre israélo-arabe de 1948-1949 éclate. La Transjordanie gagne la Cisjordanie et devient alors la Jordanie. Ainsi, en 1956, il est élu député Baas au Parlement jordanien. Mais en 1947, il est contraint à l'exil par le roi Hussein. Il part pour Le Caire et admire l'union entre la Syrie et l'Egypte en 1958. Il est très déçu de l'échec de la République arabe unie en 1961 et s'attaque alors par écrit au président égyptien Gamal Abdel-Nasser, et finit par être expulsé.

Il séjourne tout d'abord à Paris, puis rejoint Damas. Il retourne finalement en Palestine, à Ramallah, peu avant le déclenchement de la Guerre des six jours. Israël conquiert la Cisjordanie, ce qui permet à Nasser de rencontrer des personnalités israéliennes. Il crée avec Ibrahim Bakr le Groupe de Ramallah, et finit par être expulsé en décembre 1967.

Il rejoint l'OLP dès son expulsion. Il devient l'éditeur du journal de l'OLP, Filastin al-thawra. De février 1969 à juillet 1971, il entre dans le comité exécutif de l'OLP et sert d'unique porte-parole de l'organisation. Une vie bien significative d'un Palestinien qui a tenté le dialogue tout en menant la lutte. Mais pour un Israël décidé d'en finir avec les Palestiniens, il faut surtout liquider les hommes de culture et d'une paix éventuelle.

D'ailleurs, Tzipi Livni, la ministre israélienne des Affaires étrangères, avait été engagée par le Mossad, et plusieurs sources indiquent qu'elle participait à l'époque à des missions commandos à l'étranger. Membre d'une unité spécialisée dans l'assassinat des « ennemis d'Israël », elle aurait notamment participé à la liquidation de dirigeants de l'OLP lors de séjours en Europe. C'est bien sans commentaire.

Ahmed Louffi

28-01

<http://socio13.wordpress.com/2009/01/28/jerusalem-israel-a-tout-fait-pour-liquider-les-intellectuels-palestiniens-surtout-de-gauche-dans-ses-tentatives-d%e2%80%99obliterer-la-memoire-et-l%e2%80%99identite-de-cette-nation/#more-10741>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19